

[Biblio thèque]

Énergétique urbaine

Introduction

3



L'efficacité énergétique en questions

Consommer moins, consommer mieux : un défi majeur pour les villes

7

Cartographie des principaux acteurs

8



La ville face au défi énergétique

La transition énergétique, entre impératifs locaux et nationaux

11

La ville durable en pratique

15

Transports et mobilités : des choix s'imposent

21

Les usages en matière de consommation énergétique

25



Vers la ville post-carbone : expérimentations et réalisations

Engagement national, actions locales

31

Expériences significatives en France et à l'étranger

33

Conclusion

35

■ Dates clés	37
■ Glossaire	39
■ Sites utiles	43
■ Index des acteurs	45

Note aux lecteurs

Dossier sur le thème de l'énergétique urbaine composé d'une sélection de sites, études, rapports et articles essentiellement en français, publiés par des organismes officiels, chercheurs et spécialistes du sujet.

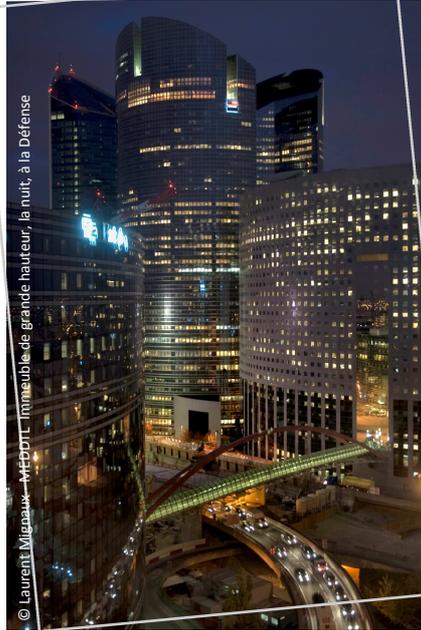
Ces documents sont, pour la plupart, disponibles en ligne. Dans chacune des parties, ils sont classés par thème en privilégiant les documents essentiels pour appréhender le sujet. Les résumés sont des résumés auteurs ou éditeurs. Par ailleurs, le lecteur trouvera en annexe une chronologie des faits marquants sur le sujet, un glossaire, une sélection de sites internet utiles ainsi qu'un index des acteurs.

Une bibliographie détaillée, jointe au dossier, complète cette première sélection.

Introduction

A une époque où la lutte contre les émissions de CO² et de gaz à effet de serre constitue un impératif vital pour la planète et ses habitants, l'énergie est devenue un enjeu mondial. Depuis une dizaine d'années, les consciences s'éveillent et les actions se mettent en place pour diviser les émissions de CO² d'ici 2050 et atteindre le Facteur 4 validé par le Grenelle de l'Environnement de 2007.

Les engagements pris par l'Etat Français mettent l'énergie au premier plan de ces préoccupations environnementales avec notamment la constitution d'un groupe dédié à la lutte contre les changements climatiques et à la maîtrise de la demande d'énergie. L'Etat renforce sa volonté d'agir et de poursuivre le débat en lançant, le 1^{er} juin 2010 sous la houlette du ministre de l'Ecologie, une table ronde pour l'efficacité énergétique.



Objectif affiché : formuler des propositions pour améliorer l'efficacité énergétique de la France.

En 2050, la population mondiale devrait atteindre 9 milliards. Produire plus d'énergie en réduisant la consommation des ressources est un défi majeur pour les villes.

Elles regroupent la moitié des habitants de la planète et sont aujourd'hui responsables de plus de 70% de la consommation mondiale d'énergie. En cent ans, la population urbaine a été multipliée par vingt et

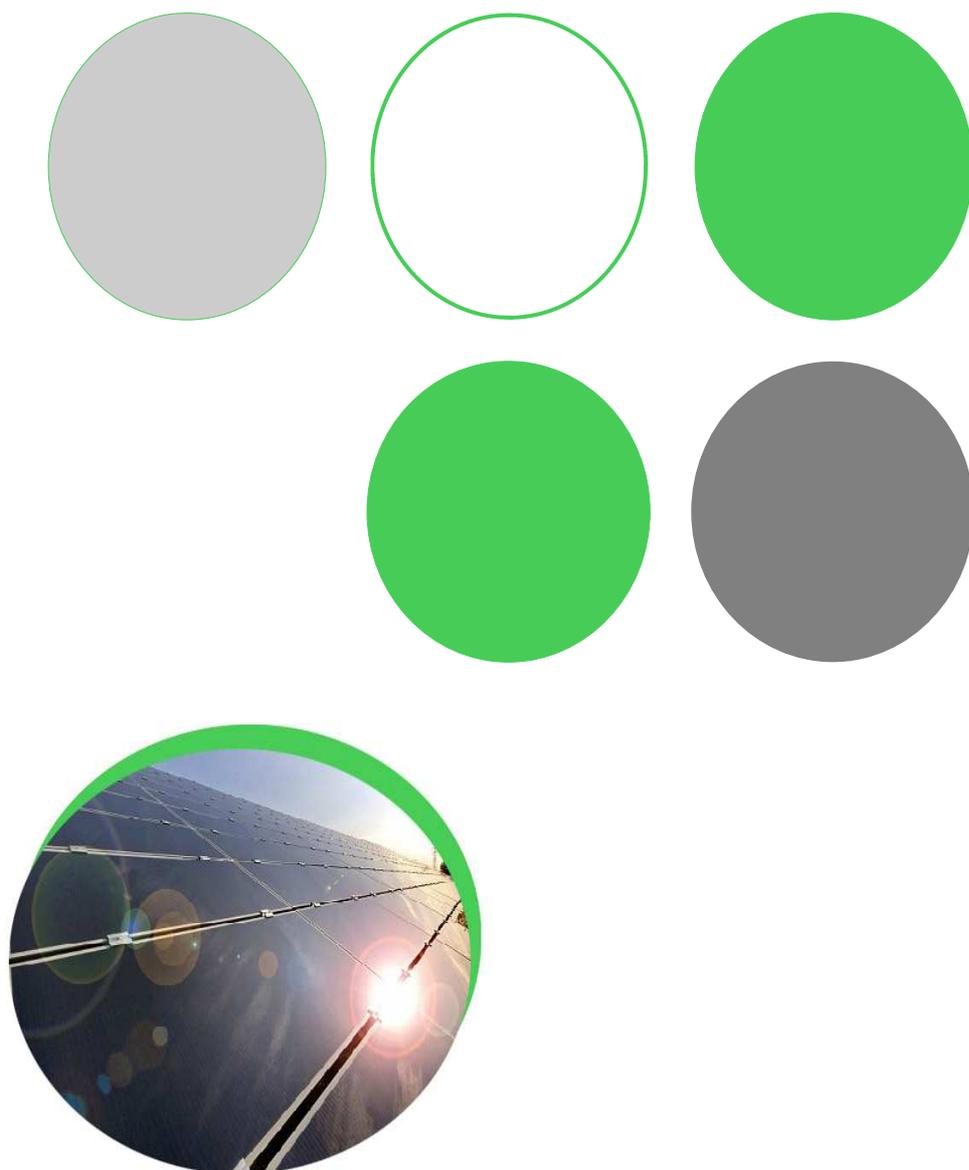
son impact environnemental n'a cessé de croître. C'est pourquoi l'espace urbain occupe désormais une place centrale dans les nouvelles politiques énergétiques. Que ce soit au niveau mondial comme au niveau local, il est temps de redéfinir un nouveau modèle pour une ville plus durable.

Les efforts portent sur plusieurs plans : le secteur de l'énergie, qui doit faire la part belle aux énergies renouvelables, tout en diminuant l'utilisation d'énergies fossiles ; le secteur du bâtiment, qui nécessite la mise en œuvre de nouveaux critères de construction (normes, labels) ainsi que l'utilisation de matériaux innovants ; le secteur du transport, notamment sur les questions de la pollution et du bruit ; et enfin, les usages des ménages, de plus en plus concernés par la précarité énergétique, qui doivent évoluer vers une maîtrise raisonnée de leur consommation et une diminution de leur facture.

Comment parviendra-t-on à relever le défi énergétique ? Tour d'horizon des enjeux, problématiques et solutions liés à l'énergie urbaine.

Quelques Chiffres

- 50 % de la population mondiale est urbaine
- 70-80 % de l'énergie mondiale est consommée par les villes
- Les bâtiments représentent 23% des émissions de CO² (dont 70% pour le résidentiel et 30% pour le tertiaire) et 46% de la consommation d'énergie finale
- La consommation d'énergie des bâtiments a augmenté de 30% au cours des trente dernières années
- La consommation énergétique des transports a pratiquement doublé en volume entre 1973 et 2006 (+96%)
- Le secteur des transports est le premier émetteur de CO² (34% des émissions de CO²)
- Le chauffage représente 2/3 de la consommation d'énergie et la majeure partie des émissions de CO²
- La facture énergétique mensuelle ressort à 4,9 milliards d'euros en février 2011 en France, 49 % de plus qu'en février 2010.



L'efficacité énergétique en questions

L'efficacité énergétique en questions

Consommer moins, consommer mieux : un défi majeur pour les villes

Étalement urbain, consommation d'énergie, nuisances (pollution, déchets, bruit, etc.), les villes génèrent d'importants problèmes environnementaux.

Ces questions sont d'autant plus complexes à traiter qu'elles touchent de nombreux secteurs et mobilisent une diversité d'acteurs à différents échelons d'un territoire :

- au niveau politique et économique, où se côtoient des élus, des décideurs, des experts, des scientifiques, des militants... dont les intérêts divergent ;
- au niveau technique, en matière d'innovation dans les domaines du bâtiment, du transport et des services urbains ;

- au niveau social, pour que chacun adopte de bonnes pratiques et ré-apprenne à lutter contre le gaspillage.

Il faut réinventer la ville : une ville sobre en matière de consommation d'énergie et d'espace, condition *sine qua non* pour des transports propres et efficaces. Il n'existe pas de modèle unique à l'échelle du globe car l'espace urbain se plie avant tout à sa géographie, à ses habitants et à leur pratique de la ville.

Pour l'heure, l'objectif est clair : diminuer les émissions de gaz à effet de serre par quatre, assurer le passage vers des énergies propres, sensibiliser et préparer les sociétés aux conséquences du changement climatique. Les moyens pour y parvenir restent encore à définir.



© Laurent Mignaux - MEDDTL Ampoule basse consommation

Ville et Energie

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE. Les villes, au coeur de la transition vers des sociétés post-carbone. Horizons 2030-2050 [en ligne]. 2009, n°2, 16 p. Disponible sur :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/H2.pdf> (consulté le 26.05.2011)

Le Commissariat général au Développement durable a pour objectif de promouvoir le développement durable au sein de toutes les politiques publiques. Si chacun s'accorde sur le poids des villes dans la consommation d'énergie ou les émissions de gaz à effet de serre, il subsiste d'importantes controverses sur les marges de manœuvre dont elles peuvent réellement disposer compte tenu de l'importante inertie des systèmes urbains... C'est la raison pour laquelle ce dossier leur est entièrement consacré.

NOUVELLE EUROPE. Energie et villes : quels enjeux ? [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.nouvelle-europe.eu/node/519> (consulté le 26.05.2011)

Nouvelle Europe est un groupe de réflexion sur l'Europe élargie et son voisinage. L'article s'interroge sur l'impact environnemental des villes, leur consommation d'énergie et le rôle des acteurs dans le contrôle de cet impact.

INTERNATIONAL ENERGY AGENCY. Energy use in the cities. In : world Energy Outlook 2008 [en ligne]. Paris : OECD/IEA, 2008, 15 p. Disponible sur :

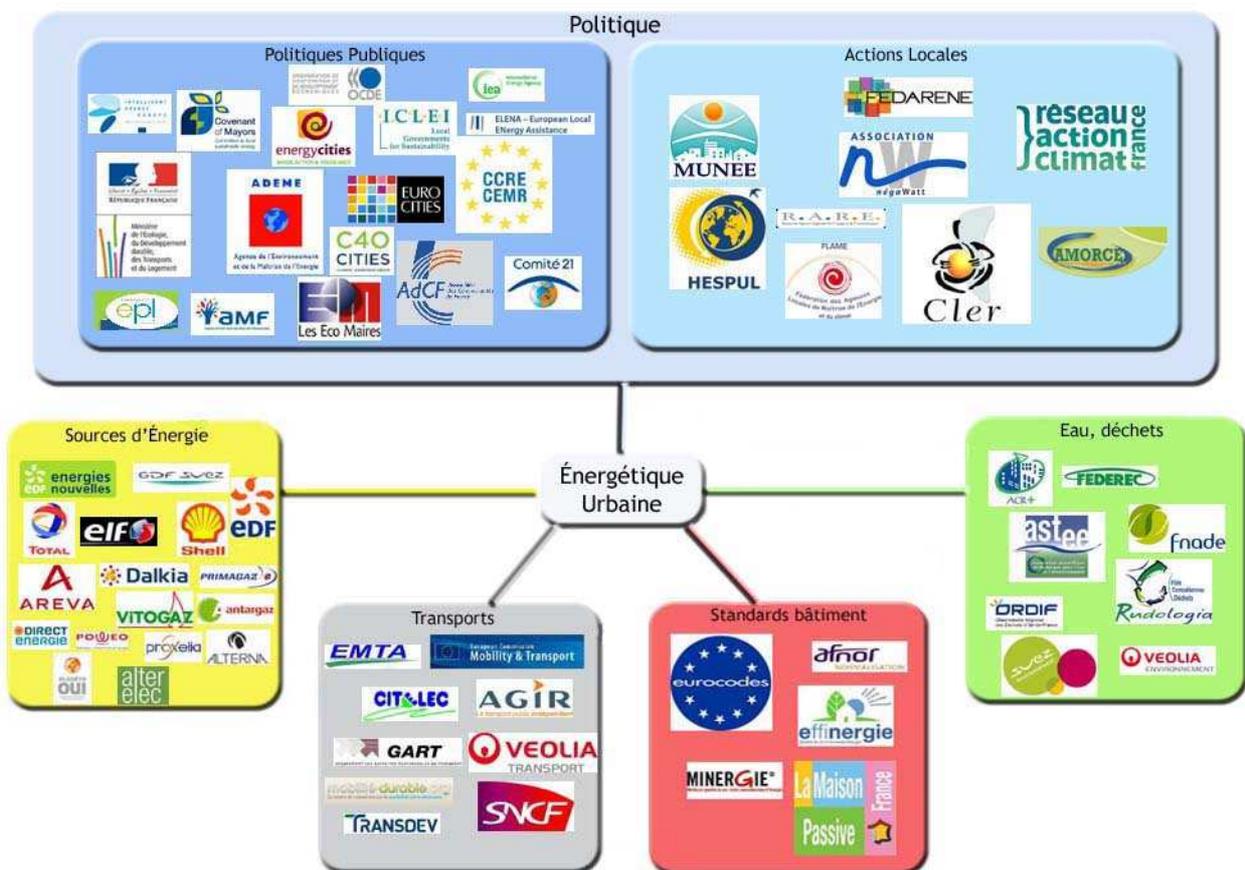
http://www.worldenergyoutlook.org/docs/weo2008/WEO_2008_Chapter_8.pdf (consulté le 26.05.2011)

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) est un organe autonome qui œuvre pour la production d'une énergie propre, sûre et accessible. Le texte ci-dessus est un extrait du World Energy Outlook, que l'agence publie annuellement, et qui propose un focus sur les besoins et consommations d'énergie dans les villes.

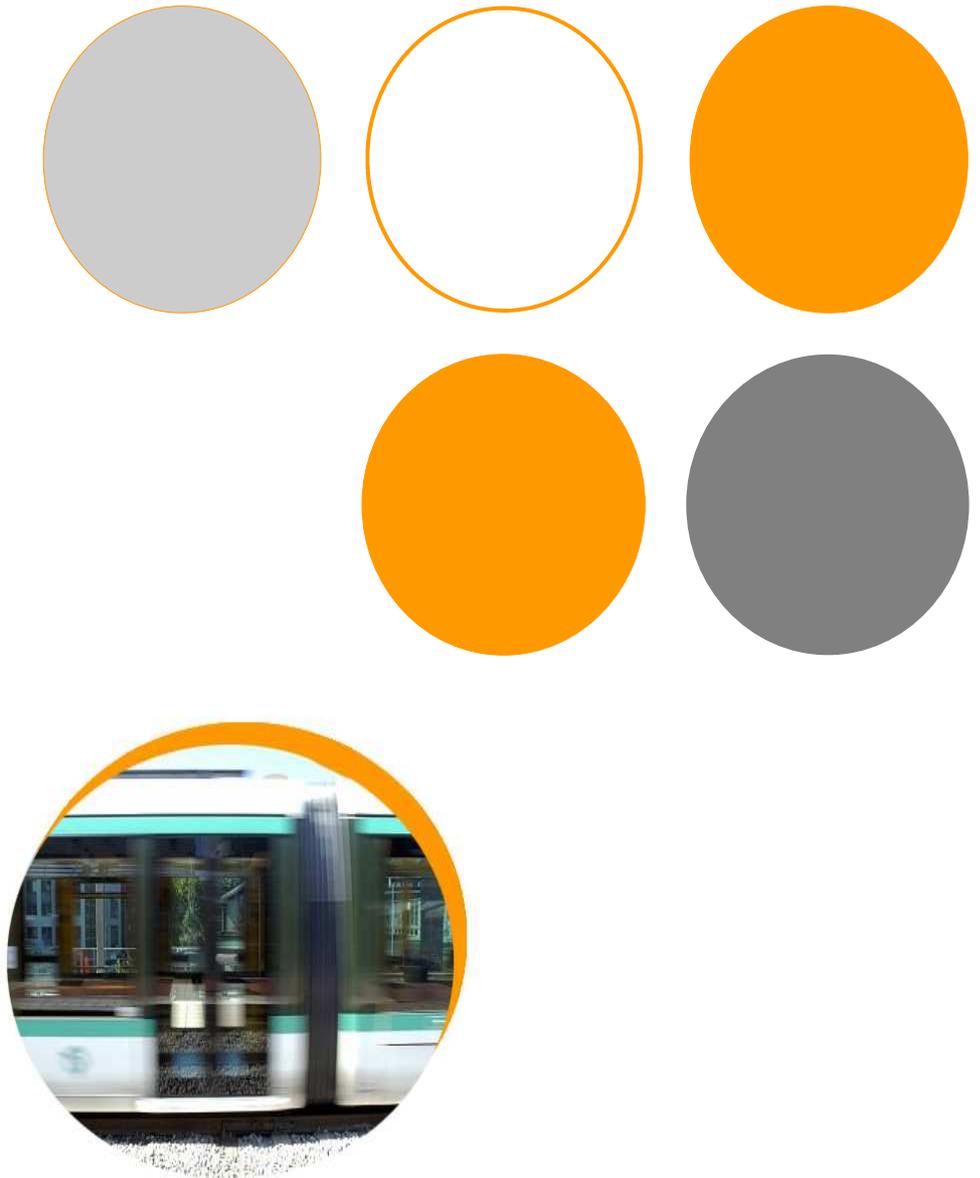
ENTREPRISES TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT. Les politiques énergétiques territoriales [en ligne]. Paris : ETD, 2006. Disponible sur : [http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Publications/Notes-d-ETD/\(selection\)/840](http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Publications/Notes-d-ETD/(selection)/840) (consulté le 26.05.2011)

Le centre de ressources du développement territorial montre la grande diversité des actions mises en oeuvre ainsi que la nécessité d'informer et de sensibiliser les acteurs et d'inscrire ces actions dans la durée pour parvenir à élaborer des politiques énergétiques territoriales.

Cartographie des principaux acteurs



Cartographie réalisée par le Service Documentaire de l'École des Ponts ParisTech à partir d'une sélection d'acteurs représentatifs du domaine en France et en Europe. Tous droits réservés - Bibliothèque École des Ponts ParisTech - Juillet 2011.



La ville face au défi énergétique

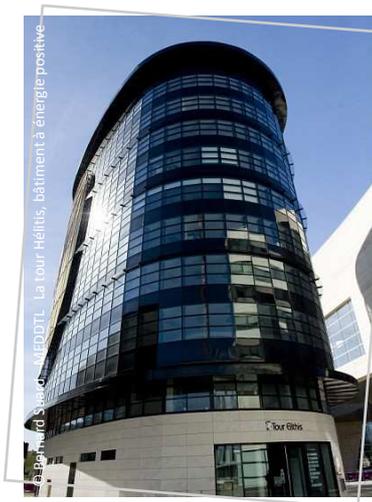
[La ville face au défi énergétique]

La transition énergétique, entre impératifs locaux et nationaux

Grâce à des outils d'analyse tels que le bilan carbone, le calcul de l'empreinte écologique, la thermographie, ou encore la simulation thermique des bâtiment, il est désormais possible de déterminer avec précision l'impact des villes sur l'environnement.

En vertu du protocole de Kyoto, les pays industrialisés se sont engagés en 1997 à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par quatre. Les politiques énergétiques qui en découlent, bien qu'elles aient impulsé la mise en œuvre de mesures concrètes pour une ville durable, oscillent entre innovation et inertie sans qu'une action commune au niveau européen n'émerge.

La politique énergétique française est, quant à elle, fondée sur deux orientations : maîtriser le coût et la consommation de l'énergie et favoriser les énergies renouvelables. S'inscrivant dans cette droite lignée, le Grenelle Environnement français est à



l'origine de nombreux plans visant à diminuer ces émissions tout en améliorant l'efficacité énergétique du pays : Plan Climat Énergie Territorial, Plan Bâtiment, Projet Eco-cités ...

L'implication des territoires et des initiatives locales se sont révélées plus efficaces sur le terrain, à l'instar de l'Agenda 21, initiative exemplaire en matière de développement durable. Ce projet permet, comme l'explique l'Observatoire national des Agendas 21 locaux, de « Sensibiliser et familiariser les acteurs aux enjeux liés au développement durable, susciter l'échange autour d'un projet de territoire, intégrer les principes du développement durable dans l'ensemble des champs d'action de la collectivité, rendre plus lisible les actions de la collectivité en matière de développement durable, et renouveler les modes de faire

institutionnel vers un modèle de gouvernance privilégiant une approche pluri-dimensionnelle et multi-sectorielle. »

Les principales mesures pour une ville durable

Grenelle Environnement

ASSEMBLEE NATIONALE. Le Grenelle Environnement [en ligne]. Disponible sur : http://www.assemblee-nationale.fr/13/controle/com_affeco-grenelle_environnement.asp (consulté le 30.05.2011)

Page internet de L'Assemblée nationale proposant de nombreux documents (comptes-rendus, dossiers législatifs...) et explications sur le Grenelle de l'environnement.

WHITESIDE K.H, BOY D, BOURG D. France's 'Grenelle de l'environnement' : openings and closures in ecological democracy [en ligne]. *Environmental Politics*, 2010, vol. 19, n° 3, pp. 449 – 467. Disponible sur : <http://www.informaworld.com/smpp/content~db=all~content=a922779332> (consulté le 03.06.2011)
Analyse des avancées du Grenelle de l'environnement.

Plan Climat Energie

ENERGY CITIES. Les Plans Climat Energie Territoriaux [en ligne]. Disponible sur : <http://energy-cities.eu/-Dossiers,356-> (consulté le 30.05.2011)
Energy-Cities est une association européenne de villes qui inventent leur futur énergétique. Ce dossier est consacré aux différentes applications des plans climat énergie territoriaux : bâtiments, urbanisme, transports, déchets...

RESEAU ACTION CLIMAT FRANCE. Plan Climat Energie Territorial : l'engagement des territoires dans la lutte contre les changements climatiques. Réseau Action Climat France, 2011, 12 p. Disponible sur : <http://www.rac-f.org/IMG/pdf/plaquette-PECT.pdf> (consulté le 15.06.2011)
Plaquette officielle de présentation du PECT (définition, étapes, financement).

Plan Bâtiment

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER. Plan Bâtiment Grenelle : rapport d'activité 2010 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.plan-batiment.legrenelle-environnement.fr/index.php/actualites-du-plan/201-le-rapport-dactivite-2010-est-en-ligne> (consulté le 26.05.2011)
Rapport d'activité sur les avancées du Plan Bâtiment National.

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER. Tableau de bord du Plan Bâtiment Grenelle [en ligne]. Disponible sur : http://www.plan-batiment.legrenelle-environnement.fr/images/stories/quisommesnous/Plan_Batiment_Tableau_de_Bord-250910.pdf (consulté le 26.05.2011)
Tableau de bord du Plan Bâtiment national présentant de nombreux chiffres et schémas relatifs aux émissions de gaz à effet de serre et aux bâtiments énergétiquement performants.

Projet Eco-cités

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DU TRANSPORT ET DU LOGEMENT. Les éco cités [en ligne]. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/13-Ecocites-selectionnees.html> (consulté le 26.05.2011)
Présentation du projet gouvernemental Eco-cités.

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DU TRANSPORT ET DU LOGEMENT. Quel bilan pour la démarche EcoCité ? [en ligne]. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quel-bilan-pour-la-demarche.html> (consulté le 26.05.2011)
Rapide bilan du projet EcoCité.

Les politiques énergétiques nationales et européennes : innovation ou inertie ?

Politiques énergétiques européennes

EUROPA. Plan d'action pour l'efficacité énergétique [en ligne]. Disponible sur :

http://europa.eu/legislation_summaries/energy/energy_efficiency/l27064_fr.htm (consulté le 30.05.2011)

La Commission européenne présente son plan d'action dont le but est de parvenir à la réduction de la consommation d'énergie de 20 % d'ici à 2020.

ADEME. Efficacité énergétique dans l'Union Européenne : panorama des politiques et des bonnes pratiques [en ligne]. Paris : ADEME, 2008, 50 p. Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=58124&p1=02&p2=02&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Cette brochure offre un panorama des politiques de maîtrise de l'énergie et fait un focus sur de bonnes pratiques particulièrement efficaces et innovantes en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

BOURZET Bernadette. Politique énergétique européenne [en ligne]. Sénat, 2009, 42 p. Disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2009/r09-108-notice.html> (consulté le 30.05.2011)

Ce rapport examine les principaux points de la deuxième analyse stratégique de la politique énergétique, en particulier la sécurité et la solidarité énergétiques, la diversification de l'approvisionnement en énergie, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et aborde également le rôle primordial de la recherche.

Politique énergétique française

SYROTA Jean. Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2020-2050 : rapport de la commission Energie vol. 1 [en ligne]. Paris : La documentation Française, 2007, 256 p. Disponible sur :

Synthèse : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000659/index.shtml> (consulté le 30.05.2011)

Travaux : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000660/index.shtml> (consulté le 30.05.2011)

Jean Syrota est un haut fonctionnaire français et un spécialiste du secteur énergétique. Le premier volume constitue la synthèse des travaux engagés par la commission Energie, mise en place en mai 2006 par le Centre d'analyse stratégique. Le deuxième présente les travaux des différents acteurs de la commission Energie : élus, partenaires sociaux, administrations nationales et européennes, opérateurs et industriels, associations de consommateurs, organismes de recherche, etc.

BERGOUGNOUX Jean. La politique énergétique française face à de nouveaux défis planétaires. Constructif [en ligne]. 2008, n°20. Disponible sur : http://www.constructif.fr/Article_39_68_493/

[La politique energetique francaise face aux nouveaux defis planetaires.html](http://www.constructif.fr/Article_39_68_493/La_politique_energetique_francaise_face_aux_nouveaux_defis_planetaires.html) (consulté le 30.05.2011)

Laboratoire d'idées, Constructif est une tribune pour s'exprimer sur les grandes questions de société. Jean Bergougnoux analyse ce que peut être aujourd'hui une politique énergétique nationale élaborée dans une logique de développement durable et prenant en compte les quatre niveaux de gouvernance existants ou en construction : mondial, européen, national et territorial.

PREVOT Henri. Le désastre climatique et la politique énergétique française. Esprit [en ligne]. 2007. Disponible sur : <http://www.hprevot.fr/DesastreclimEsprit.pdf> (consulté le 30.05.2011)

Article de l'ingénieur général des mines, Henri Prévôt, sur l'impact des impératifs environnementaux sur la politique énergétique française et les mesures devant être prises.

Quand les territoires s'impliquent ...

Gouvernance Territoriale

ENERGY CITIES. Planification urbaine et énergie-environnement [en ligne]. Disponible sur : <http://www.energy-cities.eu/Qu-entend-on-par-Planification> (consulté le 30.05.2011)

Ce dossier est un lieu de ressources et de références sur la thématique de la planification urbaine et de son application en matière d'énergie et d'environnement.

ENERGY CITIES. Des Territoires pleins d'énergie. Energy Cities Info [en ligne]. 2011, n°39, 20 p. Disponible sur : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/EC_INFO_39_fr.pdf (consulté le 30.05.2011)

Dès la création du réseau en 1990, la relation entre énergie et territoire a été au coeur de la philosophie de l'association. Energy Cities fait le point sur l'état du débat sur les politiques énergétiques.

LA GAZETTE DES COMMUNES. Les villes et les régions main dans la main contre le Changement climatique [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lagazettedescommunes.com/38361/les-villes-et-les-regions-main-dans-la-main-contre-le-changement-climatique/> (consulté le 30.05.2011)

Cet article évoque l'engagement pris par le Comité des Régions qui consiste à aider les villes signataires de la convention des maires à lutter contre le réchauffement climatique.

Agenda 21

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE. L'Agenda 21 local, projet de société du 21ème siècle pour des villes et territoires durables. Le point sur... [en ligne]. 2010, n° 57, 4 p. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/LPS57abc.pdf> (consulté le 26.05.2011)

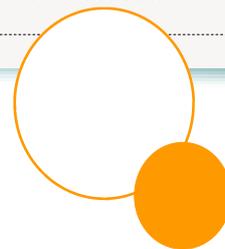
Près de 20 ans après Rio, l'Agenda 21 local entre en France dans sa phase de maturité. Il nous est présenté brièvement dans ce document.

OBSERVATOIRE NATIONAL DES AGENDAS 21 LOCAUX ET PRATIQUES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE. L'agenda 21, outil de la cohésion sociale dans une démarche de développement durable [en ligne]. 2010. Disponible sur : <http://observatoire-territoires-durables.org/spip.php?article1192> (consulté le 30.05.2011)

L'objectif global du projet de l'Observatoire est de soutenir l'implémentation de démarches territoriales de développement durable et de contribuer à une amélioration globale des pratiques. Une question guide ce travail : quelle plus-value de l'agenda 21 local sur la question sociale ? La présente note propose des premiers éléments de réponse à ces questions.

BMJ RATINGS. Le développement durable dans les grandes villes et agglomérations en 2010 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.grandesvilles.org/espace-presse/communiqués-presse/developpement-durable-grandes-villes-agglomerations-heure-loi-grene> (consulté le 30.05.2011)

Cette étude se consacre aux actions locales relatives aux dispositions de la loi Grenelle 2 et sur les politiques énergétiques territoriales réalisées en partenariat avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France et le Comité 21.



La ville durable en pratique

Le 20 janvier 2010, lors du Colloque International « Faire la ville durable. Inventer une nouvelle urbanité », Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, a rappelé que « *La ville durable n'est pas un avenir : elle est une nécessité, absolument actuelle. C'est une priorité politique.* »

Le concept devient réalité avec la création d'éco-quartiers, projets d'aménagements urbains en faveur du développement durable, devenus des terrains d'expérimentation privilégiés. Ils sont, comme les nomment à juste titre Yves Bonard et Laurent Matthey, « les laboratoires de la ville durable ».

Fruit d'une prise de conscience et d'efforts collectifs, ils combinent trois impératifs : réduire la consommation d'énergie et d'eau ; limiter la production des déchets ; améliorer les déplacements à l'échelle d'un quartier.

Les bâtiments sont à l'origine de plus de 23 % des émissions de CO² actuelles. Les solutions pour diminuer l'impact environnemental et améliorer la performance énergétique des constructions, se traduisent par de nouvelles normes, labels et réglementations : HPE, HPE Enr, THPE, BBC ...

La gestion de l'eau et des déchets est également un axe important en matière de développement durable. La directive de 2008 sur les déchets a notamment fixé cinq objectifs « Prévention, Reuse, Recycle, Recovery, Disposal », inspirés du modèle anglo-saxon des 3R (« Reduce, Reuse, Recycle »). Les politiques mises en œuvre doivent veiller à préserver l'eau des villes et à prévenir la production des déchets par le biais du recyclage et d'une logique de valorisation.



« Les éco-quartiers, laboratoires de la ville durable »

Ecoquartiers français, au défi de la ville durable. *Le Moniteur*, 21/10/2010 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lemoniteur.fr> > Rubrique les Essentiels, archivé, accès sur abonnement (consulté le 01.07.2011)

Ce dossier présente l'actualité de huit éco-quartiers (Toulouse, Lyon, Lille, Grenoble...) sélectionnés par la rédaction du Moniteur.

ENERGY CITIES. Qu'est ce qu'un quartier durable ? [en ligne]. Disponible sur : <http://www.energy-cities.eu/Qu-est-ce-qu-un-quartier-durable> (consulté le 30.05.2011)

Dossier en ligne proposant une définition des quartiers durables, et présentant plusieurs projets réalisés ou en cours.

EPL. Ecoquartiers, suivez le guide. 12 engagements pour un aménagement durable [en ligne]. EPL, 2011, 108 p. Disponible sur : http://www.lesepl.fr/pdf/guide_epl_ecoquartiers.pdf (consulté le 30.05.2011)

EPL est la Fédération des entreprises publiques locales. Elle pose dans ce guide plusieurs questions : comment réussir l'intégration urbaine d'un d'éco-quartier ? Pourquoi et comment concrétiser la mixité sociale et fonctionnelle au sein de ce nouveau morceau de ville ? (...). Et, bien sûr, comment garantir une vraie sobriété énergétique à l'échelle du quartier ?

UNIVERSITE DE LAUSANNE. Vues sur la Ville : des quartiers durables pour une société à 2000 watts. UNIL [en ligne]. 2008, n°20, 8 p. Disponible sur : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/unil_societe_2000watts.pdf (consulté le 30.05.2011)

Dossier portant sur les performances énergétiques et les quartiers durables. Il présente les alternatives que les quartiers durables peuvent représenter au niveau énergétique.

BONARD Yves, MATTHEY Laurent. Les éco-quartiers : laboratoires de la ville durable : changement de paradigme ou éternel retour du même. Cybergeorg [en ligne]. Juillet 2010. Disponible sur : <http://cybergeorg.revues.org/23202> (consulté le 30.05.2011)

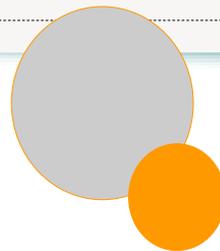
Ce court article cherche, sur le mode du débat, à clarifier la question de savoir si les éco-quartiers sont effectivement les embrayeurs d'un changement de paradigme urbanistique ou s'il persiste, dans leur "génétique", quelque chose d'un inéluctable retour du même. Pour ce faire, elle puise dans une revue de la littérature spécialisée et dans un retour d'expériences, principalement suisses et françaises.

CHOUVET Clémence. Les quartiers durables : un exemple de démarche intégrée et participative. Comité 21, Angenius, 2007. Disponible sur : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/comite21_demarche_integree_participative.pdf (consulté le 30.05.2011)

Cette étude définit dans un premier temps le concept de « quartier durable » en s'attachant à ses caractéristiques environnementales, socio-économiques et participatives pour en présenter ensuite les enjeux futurs en termes de diffusion et de généralisation des modes de vie durables passant du quartier à la ville durable.

FARRUGIA Claudine, SARTRE Alain, LAFOSSE Laurence. Ecoquartiers : l'efficacité énergétique en débat. La Gazette de Communes, 16 mai 2011, n° 2078, pp. 29-36.

Présentation des différents acteurs qui veillent à conserver la maîtrise énergétique des projets ainsi que d'un tour d'horizon d'opérations emblématiques.



Energie et bâtiments : quelles réponses ?

Performance énergétique

ADEME. bâtiment - énergie - environnement – Edition 2010 [en ligne]. Paris : ADEME, 2011, 112 p. (Chiffres clés) Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=77298&p1=02&p2=02&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

L'édition 2010 des « Chiffres clés du bâtiment - énergie / environnement » présente des données, issues pour beaucoup, d'études réalisées à l'initiative de l'ADEME, qui permettent de mesurer les tendances et les évolutions de la maîtrise de l'énergie et de l'environnement dans le bâtiment ...

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. Les économies d'énergie dans le bâtiment : l'ensemble des dispositifs pour améliorer la performance énergétique des bâtiments [en ligne]. ADEME / Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, 2008, 8 p. Disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/plaquette_eco_energie_dguhc_v6_avril2008.pdf (consulté le 30.05.2011)

Présentation des dispositifs qui s'appliquent aux bâtiments neufs et aux bâtiments existants.

ACTU-ENVIRONNEMENT. Dossier – La performance énergétique des bâtiments. Disponible sur : http://www.actu-environnement.com/ae/dossiers/energiebat/energie_batiment_intro.php4 (consulté le 03.06.2011)

Alors que le Grenelle de l'Environnement place les bâtiments au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique, Actu-environnement revient sur l'un des principaux leviers de réduction de leurs émissions de CO² : la performance énergétique.

SESAC. Innovative sustainable construction : together for the low energy city with a high quality of life [en ligne]. Disponible sur : http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/SESAC_Innovative_Sustainable_Construction_2011_en.pdf (consulté le 30.05.2011).

The Sustainable Energy Systems in Advanced Cities (SESAC) project – running from 2006 to 2011 – illustrates many different innovative energy measures in both new buildings and in renovating existing stock in the cities of Växjö, Delft & Grenoble.

Réglementation, Normes et Labels

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DU TRANSPORT ET DU LOGEMENT. Réglementation Thermique 2012 : un saut énergétique pour les bâtiments neufs [en ligne]. Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et du logement, ADEME, 2011, 8 p. Disponible sur :

http://www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/plaquetteRT2012_avril2011.pdf (consulté le 30.05.2011)

Présentation de la nouvelle réglementation thermique.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DU TRANSPORT ET DU LOGEMENT. Les labels HPE [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rt-batiment.fr/batiments-neufs/labels-hpe/presentation.html> (consulté le 30.05.2011)

Présentation des différents labels HPE.

ADEME. Bâtiment et démarche HQE [en ligne]. Paris : ADEME, 2006, 20 p. Disponible sur :

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=30063&p1=02&p2=02&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

Ce document propose une synthèse de la démarche HQE® : sa genèse, les référentiels pour la définir, la certification. Il présente également, pour illustrer cette démarche, les 7 projets français présentés au « Green Building Challenge » en 2005 à Tokyo.

EFFINERGIE. Bilan de la Labellisation [en ligne]. Disponible sur : <http://www.observatoirebbc.org/site/observatoireBBC/BilanCertificationSeptembre2011> (consulté le 30.09.2011)

Effinergie est une association française dont l'objectif est de promouvoir les constructions à basse consommation d'énergie (en neuf et en rénovation). Elle présente le bilan 2010 des projets neufs et des rénovations réalisés à partir des chiffres des certificateurs CEQUAMI, CERQUAL, CERTIVEA, PROMOTELEC.



Types de Bâtiment

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT. Vers des Bâtiments à énergie positive [en ligne]. Disponible sur : <http://www.cstb.fr/actualites/dossiers/vers-des-batiments-a-energie-positive.html> (consulté le 30.05.2011)
Acteur public indépendant au service de l'innovation dans le bâtiment, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) présente dans ce dossier les actions de recherche en matière de bâtiments à énergie positive. Nombreux documents annexes.

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT. Bâtiments Basse Consommation : quelles performances ? [en ligne]. Disponible sur : <http://www.cstb.fr/actualites/dossiers/batiments-basse-consommation-quelles-performances.html> (consulté le 30.05.2011)
Dossier présentant les actions de recherche en matière de bâtiments à énergie positive. Nombreux documents annexes.

EFFINERGIE. Réussir un projet de bâtiment Basse Consommation : des clés pour des logements neufs confortables et économes en énergie [en ligne]. Effinergie, 2008, 36 p. Disponible sur : http://www.effinergie.org/site/download/Effinergie/80_Guide/20081215_guideEFFInationale.pdf (consulté le 30.05.2011)
Guide Technique proposant des solutions pour construire des bâtiments neufs performants.

THOMAS Julien, BONFANTI Godlive. Les risques de non-qualité associés à une opération à basse consommation énergétique : validation d'une première méthode de capitalisation et d'analyse des premiers retours d'expériences [en ligne]. Agence qualité construction, 2010, 50 p.
<http://www.qualiteconstruction.com/actualite/article/34/batiments-bbc-premiers-retours-dexperience.html> (consulté le 30.05.2011)
L'AQC a livré une étude sur les retours d'expériences d'acteurs précurseurs dans la réalisation et l'exploitation d'opérations à basse consommation énergétique. Les premiers résultats de cette étude ont été consolidés dans ce rapport.

Ecomatériaux

CONTEVILLE Lucie, DEN HARTIGH Cyrielle. Les écomatériaux en France : état des lieux et enjeux dans la rénovation thermique des logements [en ligne]. Les Amis de la Terre, 2009, 55 p. Disponible sur : <http://www.effinergie.asso.fr/index.php/outils-ffinergie/base-documentaire/2-documentation/53-rapport-gles-ecomateriaux-en-france-etat-des-lieux-et-enjeux-dans-la-renovation-thermique-des-logementsq> (consulté le 30.05.2011)
Ce rapport propose une présentation des utilisations des écomatériaux en France.

Améliorer la gestion des ressources de la ville (eau, déchets)



EAU

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. La politique publique de l'eau en France : une expérience au service de la communauté internationale [en ligne]. Disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Politique_publicque_de_l_eau_en_Fr.pdf (consulté le 26.05.2011)
Présentation des enjeux liés à la gestion de l'eau et de l'expérience française en matière de politique publique de l'eau.

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE. Le financement de la gestion des ressources en eau en France - Etude de cas pour un rapport de l'OCDE. Etudes et documents [en ligne]. 2011, 33, 76 p. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED33b.pdf> (consulté le 26.05.2011)

Cette étude de cas sur le « financement de la gestion des ressources en eau en France » explore les bénéfices d'une gestion visant l'atteinte durable du bon état écologique.

EADSON Will. Water and the City : Risk, Resilience and Planning for a Sustainable Future. Housing studies, 2011, vol. 26, n°4, pp. 635-637.

Etude sur la gestion de l'eau dans la ville durable et notamment les difficultés qui en découlent.

LA GAZETTE DES COMMUNES. Nanterre va chauffer des logements en récupérant des eaux usées [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lagazettedescommunes.com/59959/nanterre-va-chauffer-des-logements-en-recuperant-ses-eaux-usees/> (consulté le 30.05.2011)

Article sur une initiative locale de gestion durable des eaux.

CHOCAT B., et al. Etat de l'art sur la gestion urbaine des eaux pluviales et leur valorisation : tendances d'évolution et technologies en développement [en ligne]. ONEMA/OIEau, 2008, 36 p. Disponible sur : http://www.onema.fr/IMG/pdf/2008_023.pdf (consulté le 08.06.2011)

L'Onema est l'organisme technique français de référence sur la connaissance et la surveillance de l'état des eaux et sur le fonctionnement écologique des milieux aquatiques. Ce document fait une synthèse des pratiques actuelles en matière de technologies disponibles et d'études de cas pour la gestion des eaux pluviales en milieu urbain, en essayant de dégager les tendances d'évolution.

CAMBON-GRAU Sophie. Gestion durable des services d'eau potable : faut-il créer un observatoire des consommations d'eau des villes ? [en ligne]. Eau dans la ville, 2009. Disponible sur : <http://www.eaudanslaville.fr/spip.php?article746> (consulté le 03.06.2011)

Sophie Cambau-Grau, secrétaire générale du laboratoire LVMT (Laboratoire Ville Mobilité Transport), évoque les problèmes soulevés par la gestion de l'eau en ville et propose un contrôle accru de cette gestion par le biais d'un observatoire.

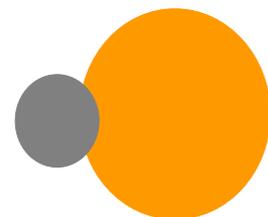
DÉCHETS

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. Le plan d'action déchets 2009-2012 [en ligne]. Ministère de l'écologie, 2009, 14 p. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/le-plan-d-actions-dechets-2009-2012.pdf> (consulté le 26.05.2011)

Présentation du plan d'action déchets en 5 axes : réduire la production des déchets, augmenter et faciliter le recyclage, mieux valoriser les déchets organiques, réformer la planification et traiter efficacement la part résiduelle des déchets, mieux gérer les déchets du BTP.

ADEME. Les déchets en chiffres [en ligne]. Paris : ADEME, 2009, 24 p. (Données et références) Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=64346&p1=02&p2=05&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

Cette brochure présente de manière synthétique, illustrée de tableaux et graphes, les principales données de la production des déchets en France.



OBSERVATION ET STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT. Les déchets des ménages [en ligne]. Disponible sur : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/340/1207/dechets-menages.html> (consulté le 30.05.2011)

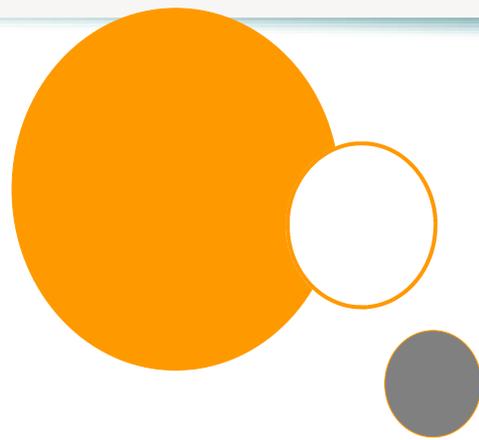
Ce site présente l'information et les données sur l'environnement assemblées par le service de l'Observation et des Statistiques (SOeS) du Commissariat général au développement durable (CGDD). Il propose un retour sur la composition des déchets des ménages et leur traitement.

ADEME. Prévention de la production des déchets. Tableau de bord 2010 [en ligne]. Paris : ADEME, 2011, 28 p. (Repères) Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=77749 &1p=30&ref=12441> (consulté le 03.06.2011)

Bilan de l'année 2010, ce tableau de bord propose des éléments chiffrés et commentés et présente des actions de prévention menées par des collectivités territoriales, des commerces et entreprises ou des associations, tant au niveau national que local.

MARESCA Bruno, et al. La production de déchets dans le territoire du SYCTOM : prospective 2016 [en ligne]. CREDOC, 2010, n° R267, 105 p. (Collection des Rapports) Disponible sur : <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R267.pdf> (consulté le 03.06.2011)

Le Syndicat de traitement des ordures ménagères de Paris et sa région, le SYCTOM, a demandé au CRÉDOC de faire la lumière sur la baisse dans la collecte des déchets assurée par les collectivités afin de savoir si elle est l'indice d'un ralentissement des émissions de déchets et si elle est amenée à se poursuivre.



Transports et mobilités : des choix s'imposent

Croissance urbaine et étalement urbain s'accompagnent d'un besoin exponentiel en terme de transports collectifs et favorisent la dépendance automobile : plus on vit loin du centre ville, plus on a besoin d'être mobile. Les études montrent ainsi que pour réguler la ville, il faut réguler dans le même temps les transports.

Ces derniers sont les premiers émetteurs de gaz à effet de serre avec 34% des émissions totales de CO². La consommation de pétrole est également un enjeu important. On estime que les réserves mondiales ne devraient pas durer plus de 40 ans. Les transports constituent donc un enjeu crucial pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des villes. Quelles solutions pour développer des transports économes et moins polluants ?



© Laurent Nigaux - MEDDTL Vélo et métro

Face à l'impératif du Facteur 4, de nombreuses évolutions ont été mises en place dans le secteur, comme l'utilisation de biocarburants, de véhicules hybrides ou électriques, solutions encore peu développées pour des raisons de coût et de difficulté d'usage.

L'avenir de la mobilité urbaine se trouve pourtant dans une approche durable, soutenue par une politique offensive, comme le montre l'exemple de la ville de La Rochelle,

qui propose l'offre Yélo : ce système permet de composer son trajet à la carte et de combiner une grande variété de modes de transports (tram, voiture électrique, bateau...).

Afin de répondre aux besoins de la ville et de ses habitants, il faut investir dans des modes de transport favorisant un impact environnemental faible, qui soit fiables, financièrement supportables et accessibles à tous. Quels modes de déplacements privilégier pour favoriser l'écomobilité ?

Réguler la ville, réguler les transports

MASSOT Marie-Hélène, ORFEUIL Jean-Pierre. La contrainte énergétique doit-elle réguler la ville ou les véhicules ? Mobilités urbaines et réalisme écologique. Annales de la recherche urbaine, 2007, n°103, pp. 18-29

Les auteurs exposent des réflexions sur la question de la forme urbaine (lien entre étalement urbain et consommation d'énergie), sur les évolutions des types et longueurs des déplacements, sur les enjeux du report des mobilités automobiles sur des mobilités douces, sur les enseignements tirés d'exemples d'action publique.

WACHTER Serge. La forme et le flux : Figures Urbaines et Architecturales de la Mobilité. CPVS, 2003, n°18, 61 p. Disponible sur : <http://lara.inist.fr/handle/2332/1517> (consulté le 30.05.2011)

Serge Wachter est membre du Laboratoire Espaces Travail (LET). Cette note montre qu'il n'existe pas de conception de la ville qui puisse s'abstraire d'une conception de la mobilité - et inversement. Mais surtout, elle révèle à quel point cette articulation a été depuis longtemps au cœur de la pensée architecturale.

ALLAIRE Julien. Choisir son mode de ville : formes urbaines et transports dans les villes émergentes. Les cahiers de GLOBAL CHANCE [en ligne]. Mai 2006, n°21. Disponible sur : <http://www.global-chance.org/IMG/pdf/GC21p66-70.pdf> (consulté le 04/07/2011)

Julien Allaire, membre du LEPII-EPE, explique, alors que les villes des pays émergents sont en pleine construction, le lien entre transport, formes urbaines et consommations d'énergie.

RODRIGUE Jean-Paul. Transportation and the urban Form [en ligne]. Disponible sur : <http://people.hofstra.edu/geotrans/eng/ch6en/conc6en/ch6c1en.html> (consulté le 30.05.2011)

Jean-Paul Rodrigue est l'auteur de nombreux travaux académiques sur l'économie, la géographie des transports et urbaine. Cet article montre les relations de causes à effets observées entre la forme urbaine et les transports.

CAMAGNI Roberto, GIBELLI Maria Cristina, RIGAMONTI Paolo. Urban mobility and urban form : the social and environmental costs of different patterns of urban expansion. Ecological Economics, février 2002, vol. 40, n°2, pp. 199-216

The present study aims at establishing, in the metropolitan area of Milan, whether different patterns of urban expansion could be associated with specific environmental costs—in particular, for land consumption and mobility generation. Different typologies of urban expansion were defined, and an impact index weighting differently journey-to-work trips with reference to mode and time length was built at the municipality level.

Les transports face à l'impératif du facteur 4 : une maîtrise forcée des émissions en CO²

Efficacité énergétique des Transports

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE. Transports et environnement : comparaisons européennes [en ligne]. CGDD, 2009, n°3, 40 p. Disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/spipwwwmedad/pdf/Etudes_documentsN3_cle519651.pdf (consulté le 03.06.2011)

Etude du CGDD sur l'impact environnemental des transports proposant un focus sur l'efficacité énergétique des transports.

ADEME. Efficacité énergétique et environnementale des modes de transport [en ligne]. Paris : ADEME, 2008, 29 p. Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=51911&p1=02&p2=12&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

Cette étude a permis de définir les ordres de grandeur qui définissent les efficacités énergétiques (gep) et environnementales (CO²) des modes de transport à partir des données de l'année 2005 comme référence. Elle a aussi permis d'identifier des gains potentiels à travers les analyses de sensibilité. Enfin, les scénarii évalués permettent, sur des cas concrets, de comparer des bilans de consommation énergétique en fonction des contraintes des différents modes.

Transports et pollution

OBSERVATION ET STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT. La consommation d'énergie et les émissions polluantes liées aux déplacements [en ligne]. Disponible sur : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/340/1207/consommation-denergie-emissions-polluantes-liees.html> (consulté le 30.05.2011)

Données sur les caractéristiques des déplacements des ménages, ainsi que sur la consommation d'énergie et la pollution qui en découlent.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES. Transports et émissions de CO² : quel progrès ? [en ligne] CEMT, 2007. Disponible sur : <http://www.mobilite-durable.org/ressources-documentaires/usages/transports-et-emissions-de-co2-quels-progres-.html?pg=4> (consulté le 30.05.2011)

LA CEMT (Conférence des Ministres Européens du Transport) fait le point sur les progrès accomplis par les pays de l'OCDE en matière de réduction des émissions de CO² imputables au secteur des transports.

VRAIN Philippe. Ville durable et transports : automobile, environnement et comportements individuels. Innovations [en ligne]. 2003, n°18. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-innovations-2003-2-page-91.htm> (consulté le 30.05.2011)

Philippe Vrain, chercheur au Centre d'Etudes de l'Emploi CNRS aborde la question des politiques suivies en matière de transports (...). Ce point est traité dans le contexte européen, sous l'angle de la "dépendance automobile" et des questions environnementales qui y sont liées (...). Il est mis principalement l'accent sur les deux thèmes de la consommation énergétique et de l'émission de gaz à effet de serre.

Carburants / Biocarburants

ADEME / DIREM. Bilan énergétique et émissions de GES des carburants et biocarburants conventionnels : convergences et divergences entre les principales études reconnues [en ligne]. ADEME, 2006, 17 p. Disponible sur : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=41339&p1=02&p2=12&ref=17597> (consulté le 30.05.2011)

Une étude ADEME / DIREM sur les bilans énergétiques et gaz à effet de serre des biocarburants a été réalisée en 2002 Dans ce contexte, l'objectif de l'étude est d'analyser la crédibilité en terme de méthodologie et de représentativité de l'étude ADEME / DIREM et de réaliser une analyse comparative avec d'autres études environnementales européennes et internationales.

Quels modes de déplacements privilégier pour favoriser l'écomobilité ?

Mobilité durable en Europe

INSTITUT DE LA MOBILITE DURABLE. Politiques de la ville et voiture propres en Europe [en ligne]. Disponible sur : <http://www.mobilite-durable.org/dossier-du-mois/dossier-du-mois-octobre-2009.html> (consulté le 30.05.2011)

Tour d'horizon des politiques urbaines en matière de transports en Europe, en passant par les grandes capitales.

ASBL POUR LA SOLIDARITE. Mobilité durable : enjeux et pratiques en Europe [en ligne]. ASBL Pour la Solidarité, décembre 2009, 303 p. Disponible sur : http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Espaces-thematiques/Services-a-la-population/Actualites/Mobilite-durable-enjeux-et-pratiques-en-Europe (consulté le 30.05.2011)

Le Think Tank européen « Pour la solidarité » propose une analyse très complète de la question de la mobilité durable : concept, enjeux, modalités de mises en œuvre sont examinés à l'échelle européenne et à partir de témoignages d'experts et de bonnes pratiques.

EUROPEAN COMMISSION. European Strategies : future of Transport [en ligne]. Disponible sur :

http://ec.europa.eu/transport/strategies/2009_future_of_transport_en.htm (consulté le 03.06.2011)

As the 2001 White Paper has now come to the end of the ten-year period it covered, it is time to define a new vision for the future of transport. The Communication summarised the results of two studies, a debate with three focus groups, and a consultation with stakeholders. At the same time it also identified policy options to be tested and eventually included in the 2011 White Paper.

Mobilité durable en France

OBSERVATOIRE DE LA MOBILITE DE L'UTP. Enquête 2010 sur la mobilité [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.mobilite-durable.org/ressources-documentaires/usages/enquete-2010-sur-la-mobilite.html?pg=1>

(consulté le 30.05.2011)

Les résultats présentés par l'Union des Transports Publics et Ferroviaires, syndicat professionnel, dans son rapport annuel sur la mobilité des français sont issus d'un sondage réalisé auprès de plus d'un millier de personnes. L'observatoire retient plusieurs tendances marquées : la diminution des déplacements en ville, la popularité des transports publics, la marginalité des déplacements multimodaux, ...

INSTITUT DE LA MOBILITE DURABLE. L'intermodalité clé de la mobilité durable [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.mobilite-durable.org/dossier-du-mois/l-intermodalite-cle-de-la-mobilite-durable.html> (consulté le

30.05.2011)

Renault, la Fondation Renault et ParisTech ont décidé de s'associer pour mener ensemble des travaux de recherche sur l'avenir des transports de personnes en créant « l'Institut de la Mobilité Durable ». Son objectif est de travailler sur l'avenir des transports et la mobilité électrique. Ce dossier a été réalisé en octobre 2010 sur le thème de l'intermodalité, qui consiste à combiner plusieurs modes de transports sur un même trajet, à utiliser différents types de véhicules.

KAPLAN Daniel, MARZLOFF Bruno. Pour une mobilité libre et durable [en ligne]. FYP Editions, 2009. (La fabrique des possibles). Disponible sur :

<http://www.mobilite-durable.org/ressources-documentaires/usages/pour-une-mobilite-libre-et-durable.html?pg=4> (consulté le 30.05.2011)

Daniel Kaplan est le délégué général de la Fondation pour l'Internet Nouvelle Génération et préside également l'Institut européen du e-learning. Bruno Marzloff est un sociologue français spécialisé sur les questions de mobilité. Cet ouvrage propose une approche novatrice de la mobilité durable et les méthodes pour y parvenir.

LAUGIER Robert. Ville et mobilité durables : une synthèse documentaire [en ligne]. CRDALN, 2010. Disponible

sur : http://www.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=604 (consulté le

30.05.2011)

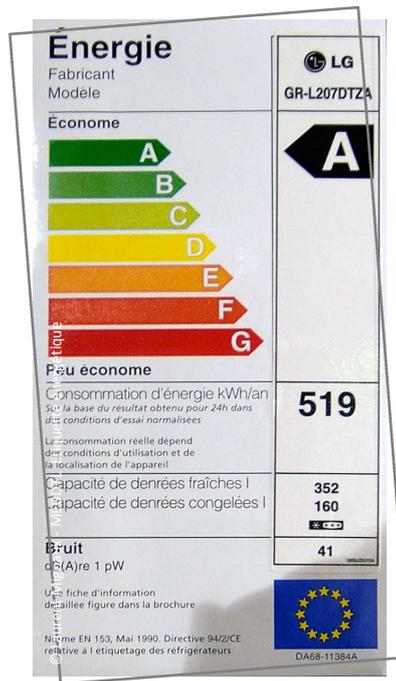
Cette synthèse a été réalisée à partir d'une sélection de documents traitant de la ville et de la mobilité durable (...). Le parti pris est de porter un éclairage sur les aspects concernant plus spécifiquement la mobilité, c'est-à-dire divers aspects de l'organisation et de la pratique des transports considérés dans leur relation avec la dimension urbanistique.

Les usages en matière de consommation énergétique

Le volet socio-économique, avec notamment la question des usages des ménages en matière de consommation, est un facteur essentiel à prendre en compte pour une gestion efficace de l'énergie en milieu urbain. Changer les mentalités et adopter de nouveaux comportements pour réapprendre à moins consommer et faire la chasse au gaspillage s'avère difficile sans de fortes incitations financières : prêt à taux 0% pour isoler l'habitat, tarification progressive de l'énergie domestique, taxe carbone ...

Cette sensibilisation est d'autant plus nécessaire que, avec la hausse du prix de l'énergie, les situations de précarité énergétique se multiplient : en France, on estime que 5 millions de personnes dépensent trop pour se chauffer mais il est impossible de dire à l'heure actuelle combien de personnes ne peuvent plus payer, ou combien ont tout simplement

arrêté de consommer de l'énergie au quotidien (chauffage, électroménager, loisirs ...). Des dispositifs existent pour lutter contre la précarité énergétique qui, aujourd'hui, touche jusqu'aux classes supérieures moyennes.



Les stocks d'énergies fossiles se raréfiant rapidement, les process traditionnels de la production énergétique doivent aujourd'hui être abandonnés pour de nouvelles solutions favorisant les énergies renouvelables : solaire, éolien, biogaz... Face à ces bouleversements, de nombreuses collectivités choisissent petit à petit de prendre le contrôle de leur production d'énergie au niveau local afin de mieux maîtriser leurs consommations : des initiatives locales peuvent d'ores et déjà donner l'exemple pour accéder à une autonomie énergétique.

Ménages et consommation : prise de conscience et nouveaux comportements

Pratiques et dépenses des ménages

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE. Opinions et pratiques environnementales des Français en 2009, CGDD [en ligne]. Chiffres et statistiques, n°153, septembre 2010. Disponible sur :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/130/1296/opinions-pratiques-environnementales-francais-2009.html> (consulté le 30.05.2011)

Etude statistique sur la perception et les pratiques environnementales des français dans leur vie quotidienne : déplacements, logement, achats.

OBSERVATION ET STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT. La consommation d'énergie et les émissions de CO² dans l'habitat [en ligne]. Disponible sur : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/340/1207/consommation-denergie-emissions-co2-lhabitat.html> (consulté le 15.06.2011)

La consommation d'énergie dans le secteur domestique correspond au tiers de la consommation finale énergétique totale en France. Elle a donc des incidences majeures sur l'environnement : émissions de polluants dans l'air, émissions de gaz à effet de serre et autres impacts liés aux modes de production de l'énergie. Données sur la consommation en énergie des ménages.

MERCERON Sébastien, THEULIERE Maël. Les dépenses d'énergie des ménages depuis 20 ans : une part en moyenne stable dans le budget, des inégalités accrues. Insee Première [en ligne]. 2010, n°1315. Disponible sur : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1315 (consulté le 15.06.2011)

Cette étude de l'INSEE montre que les dépenses d'énergie liées au logement et au transport constituent 8,4 % de la consommation des ménages français, soit autant que les loisirs ou les vêtements. Depuis 20 ans, cette part budgétaire, appelée « effort énergétique », est restée relativement stable, après un pic en 1985. Cette stabilité est le résultat d'évolutions structurelles contradictoires.

Ménages et Gaz à effet de serre

LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE. Gaz à effet de serre émis et consommations énergétiques inhérentes à l'habitation et aux déplacements des ménages : exemple d'un ménage de 3 personnes habitant un logement de 100 m² à Lille Métropole [en ligne]. Lille Métropole Communauté Urbaine, 2008, 30 p. Disponible sur : http://energy-cities.eu/IMG/pdf/ges_menages_lille_dossier_technique.pdf (consulté le 30.05.2011)

Cette étude présentée par la Ville de Lille, illustrée par des données chiffrées, vise à rapprocher deux sources d'émissions de GES produites par les habitants : l'habitation et les déplacements. Leurs émissions de CO² sont calculées en fonction du type d'habitation occupée (basse consommation, RT 2005, logement ancien) et de leur localisation (centre ville, péri urbain) de laquelle dépend leur déplacement.

NAIZOT Florence, GREGOIRE Patrick. Les ménages, acteurs des émissions de gaz à effet de serre. Le 4 pages [en ligne]. 2006, n° 115, 6 p. Disponible sur : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/122/1207/menages-acteurs-emissions-gaz-effet-serre.html> (consulté le 30.05.2011)

Le mode de vie et la consommation des ménages influent sur les émissions de gaz à effet de serre. Ce dossier montre comment une adaptation ou une modification des comportements de chacun peut contribuer à la réduction des émissions, sur la voie d'une division par 4 des gaz à effet de serre émis en France d'ici 2050.

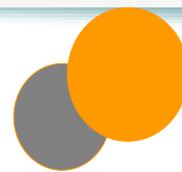
En finir avec la précarité énergétique ?

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT. Précarité énergétique [en ligne]. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-Observatoire-national-de-la.html> (consulté le 30.05.2011)

Dossier présentant les problématiques liées à la précarité énergétique, ainsi que les solutions et dispositifs mis en place pour lutter contre cette précarité.

INSEE. La précarité énergétique : avoir froid ou dépenser trop pour se chauffer [en ligne]. INSEE Première, 2011, 4 p. Disponible sur <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1351/ip1351.pdf> (consulté le 30.05.2011)

La loi reconnaît la précarité énergétique comme une difficulté à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. Ainsi, 3,8 millions de ménages de France métropolitaine ont un taux d'effort énergétique supérieur à 10 % de leur revenu tandis que 3,5 millions déclarent souffrir du froid dans leur logement.



CREISER Charlotte. Qu'est-ce que la précarité énergétique ? [en ligne]. Pour la solidarité, 2009, 18 p. (Série Développement durable et ville) Disponible sur : http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/DD_PolitiqueVille_Quest-ceLaPrecariteEnergetique.pdf (consulté le 30.05.2011)
Analyse du concept de précarité énergétique, de ses causes et de ses conséquences.

DE QUERO Alain, LAPOSTOLET Bertrand. Groupe de Travail : précarité énergétique [en ligne]. Plan Bâtiment Grenelle, 2009, 55 p. Disponible sur : http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Espaces-thematiques/Energie-Environnement/Actualites/Precarite-energetique-9-mesures-pour-lutter-contre-cette-spirale (consulté le 30.05.2011)

Dans le cadre du plan bâtiment Grenelle, un rapport vient d'être présenté sur le thème de la précarité énergétique. Ce document s'appuie notamment sur les travaux de près de 80 acteurs travaillant dans les domaines de la solidarité, du logement, de la maîtrise de l'énergie (Ademe), des fournisseurs d'énergie, des financeurs et des élus.

FONDATION ABBE PIERRE. Précarité énergétique et économie de charges [en ligne]. Fondation abbé Pierre, 2009, 97 p. Disponible sur : http://www.fondation-abbé-pierre.fr/pdf/journee_echange_fap_1.pdf (consulté le 30.05.2011)

Récapitulatif des problématiques liées à la précarité énergétique.

Accéder à l'autonomie énergétique

DOBIGNY Laure. L'autonomie énergétique : acteurs, processus et usages. De l'individuel au local en Allemagne, Autriche, France in : DOBRE Michel, JUAN Salvador (eds). Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie. Paris : l'Harmattan, 2009, pp. 245-252. (Sociologie et environnement)

Doctorante en socio-anthropologie au CETCOPRA, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Laure Dobigny montre ici que la question énergétique se situe au cœur de la problématique environnementale, par la double nécessité d'un changement d'énergies et d'une modification des usages.

DOBIGNY Laure. Vers une autonomie énergétique locale. Entropia, 2007, vol. 3, 9 p.

« Si une société décroissante, du point de vue énergétique, repose avant tout sur l'absence de consommation ou « négawatt », une part incompressible d'énergie reste néanmoins nécessaire. Quel système énergétique serait alors compatible avec une décroissance et surtout, car il s'agit bien de penser la transition, permettrait d'atteindre une sobriété ? Ce changement de système énergétique n'est-il pas d'ailleurs déjà en oeuvre ? »

PAUTARD Eric. Vers une gouvernance électrique territoriale : enjeux des incitations à la sobriété énergétique. Les Annales de la Recherche Urbaine [en ligne]. 2007, n°103, 7 p. Disponible sur :

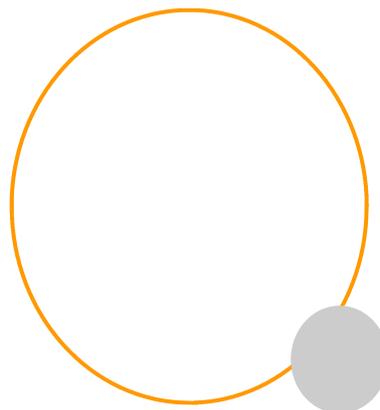
<http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/103.pautard.pdf> (consulté le 30.05.2011)

Eric Pautard est chercheur post-doctoral au GIS "Participation du public, Décision, Démocratie participative" (ISH Lyon). Cet article expose les enjeux de la sobriété énergétique au niveau territorial.

Ces Bretons qui visent l'autonomie énergétique. La Tribune [en ligne]. 16 juin 2011. Disponible sur : <http://www.latribune.fr/green-business/l-actualite/20110616trib000629777/ces-bretons-qui-visent-l-autonomie-energetique.html> (consulté le 16.06.2011)

Compte-rendu d'une initiative locale lancée en 2006 et dont les premiers résultats sont très prometteurs.

Arte. La quatrième révolution : vers l'autonomie énergétique : revoir le chat vidéo [en ligne]. Disponible sur : http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/Thema---L_E2_80_99energie-autrement/3874490.html





Vers la ville post-carbone : expérimentations et réalisations

Vers la ville post-carbone : expérimentations et réalisations

Villes durables, éco-quartiers, transports propres, autonomie énergétique ... la révolution énergétique est en marche. Les nouvelles orientations nationales et supranationales ont mené à une prise de conscience collective.

Conséquence directe de ce changement de mentalité, des réalisations innovantes et performantes émergent partout dans le Monde et les premiers retours d'expériences sont déjà visibles. Ces résolutions se prennent bien souvent à grande échelle mais s'appliquent plus aisément au niveau territorial : à un engagement national répondent des actions locales.

Quelles sont les expériences significatives en France et à l'étranger ? Présentation des réalisations de référence dans le domaine de l'énergétique urbaine et des constructions durables, ainsi qu'une sélection d'études de cas de villes durables, d'éco-quartiers et de bâtiments performants en guise d'approfondissement.



Engagement national, actions locales

Niveau Mondial

UNHABITAT. World Urban Campaign [en ligne]. Disponible sur : <http://www.unhabitat.org/categories.asp?catid=634> (consulté le 30.05.2011)

Le programme UN-HABITAT a été créé par l'ONU pour promouvoir des villes durables et soutenables pour tous. Présentation de la World Urban Campaign.

Niveau Européen

CIVITAS INITIATIVE. About Civitas [en ligne]. Disponible sur : http://www.civitas-initiative.org/cms_pages.phtml?id=348&lan=en (consulté le 30.05.2011)

Site de la Commission pour un transport urbain propre, renouvelable et énergétiquement efficace

CONCERTOPLUS. Concerto, cities demonstrates energy and climate change policy solutions [en ligne]. Disponible sur : <http://concertoplus.eu/concerto> (consulté le 30.05.2011)
Site de la Commission d'initiative pour les énergies renouvelables dans les communautés locales

C40 CITIES. C40 cities : an introduction [en ligne]. Disponible sur : <http://www.c40cities.org/> (consulté le 05/07/2011)

Groupe de 40 maires dans le monde qui luttent contre le changement climatique

DISPLAY CAMPAIGN. Display [en ligne]. Disponible sur : <http://www.display-campaign.org/about849> (consulté le 30.05.2011)

Présentation de la campagne européenne Display.

EU MAYORS. Covenant of Mayors [en ligne]. Disponible sur : http://www.eumayors.eu/index_en.html (consulté le 30.05.2011)

Maires européens engagés sur des questions de villes renouvelables.

ENERGY CITIES. La campagne DISPLAY en avance sur son temps. Supplément Energy Cities Info [en ligne]. 2009, n° 37, 12 p. Disponible sur : http://energy-cities.eu/IMG/pdf/EC_INFO_supplement_37_fr.pdf (consulté le 30.05.2011)

Des centaines de collectivités locales tournées vers l'avenir ont rejoint Display, la campagne européenne qui continue à influencer la législation européenne : c'est une certification européenne commune pour la performance énergétique des bâtiments qui a déjà fait ses preuves.

SUDEN. Projets Européens [en ligne]. Disponible sur : <http://www.suden.org/fr/projets-europeens/> (consulté le 30.05.2011)

Le SUDEN est le réseau européen du développement durable. Cette page web mène aux présentations des projets Class 1, Factor 4, HQE2R, SHE et SUSI-man.

Niveau National

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT. Le Plan Climat de la France [en ligne]. Disponible sur : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-plan-climat-de-la-France.html> (consulté le 30.05.2011)

Présentation du plan climat français.

Niveau Local

MARNE LA VALLEE. Assises du Développement Durable [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.developpementdurable-mlv.org/> (consulté le 30.05.2011)

Initiative citoyenne pour faire de Marne la Vallée une ville durable.

PARIS. Le plan Climat de Paris [en ligne]. Disponible sur : http://www.paris.fr/pratique/energie-plan-climat/le-plan-climat-de-paris/le-plan-climat-de-paris/rub_8413_stand_69591_port_19609 (consulté le 30.05.2011)

Objectifs fixés par la ville de Paris pour lutter contre le dérèglement climatique.

→ Pour en savoir plus, téléchargez la [Bibliographie Villes Post-Carbone](#)

Bibliographie rédigée par Elsa MOR (Espaces et Sociétés – Université du Mans), en 2009, dans le cadre du programme « Repenser les villes dans une société post-carbone ? ».

Expériences significatives en France et à l'étranger

Ville

ADEME, ENERGY CITIES. Energie et territoires, 24 exemples de bonnes pratiques [en ligne]. Paris : ADEME Energies cités, 2003, 126 p. Disponible sur : http://energy-cities.eu/IMG/pdf/eda_energie_territoires_24bp-2.pdf (consulté le 26.05.2011)

Ce document a pour objectif d'illustrer, au travers de 24 exemples, la manière dont est prise en compte la dimension énergie dans les territoires français. Il n'a pas vocation à être exhaustif mais à donner des pistes de réflexion à partir d'actions entreprises à l'échelon local. Certaines d'entre elles sont récentes alors que d'autres sont issues d'un processus d'apprentissage plus long.

ALLAIRE Julien, CRIQUI Patrick. Trois modèles de ville Facteur 4 : comparaison internationale. Les Annales de la Recherche urbaine [en ligne]. 2007, n°103, pp. 55-63. Disponible sur : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/17/86/77/PDF/PC-JA_trois-modeles_annaes2007.pdf (consulté le 26.05.2011)

Pour favoriser le développement des villes durables dans le cadre des politiques Facteur 4, trois grands types de changements sociaux sont mobilisables : des changements technologiques, des mutations organisationnelles et comportementales.

CLAPP Christa, et al. Villes et marché du carbone : mécanisme pour un développement propre et mise en oeuvre conjointe [en ligne]. Editions OCDE, 2011, 90 p. Disponible sur : http://www.oecd-ilibrary.org/environment/villes-et-marches-du-carbone_5kgdzv8kphnx-fr (consulté le 30.05.2011)

Ce rapport examine dix études de cas approfondies portant sur des projets urbains, envisagés ou existants, dans le domaine de la mise en oeuvre conjointe (MOC) ou du mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto. Il explore les facteurs de succès des projets, en examinant plus particulièrement les types de projets qui ont réussi et leur rentabilité.

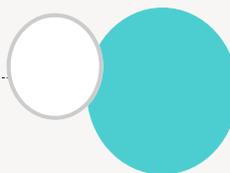
COMMISSION EUROPEENNE. Stockholm, première capitale verte de l'Europe 2010 [en ligne]. Commission européenne, 2009. Disponible sur : http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/wp-content/uploads/2011/05/egc-brochure-stockholm_fr.pdf (consulté le 30.05.2011)

Brochure de présentation de Stockholm, lauréate 2010 du titre Capitale verte de l'Europe.

SANFORD Leonard. Renewables - A tale of two eco-cities. Modern Power Systems [en ligne]. Juin 2010, 3 p.

Disponible sur : <http://www.allbusiness.com/energy-utilities/renewable-energy-solar/14595584-1.html> (consulté le 22.06.2011)

Analyse comparative des difficultés rencontrées dans la réalisation des deux villes durables en devenir, Dong Tan et Masdar City.



Transports urbains

La Rochelle : quarante ans d'innovations en mobilité urbaine. Transport public, juin 2011, n° 1114, pp 42-47.

Cette collectivité est parvenue bien avant les autres à concevoir un système de déplacements complet, baptisé Yélo, associant tous les modes de transport, du vélo au TER. Retour sur 40 ans d'innovations.

Éco-quartier

ENERGY CITIES. Urbanisme - énergie : les éco-quartiers en Europe [en ligne]. ADEME, ENRGY CITIES, 2008, 36 p. Disponible sur : http://www.energie-cites.eu/IMG/pdf/ademe_eco_quartiers_fr.pdf (consulté le 30.05.2011)

Le but de ce guide est d'identifier et de présenter des développements de projets éco-communautaires pionniers en Europe. Les exemples pratiques existants présentés dans ce dossier sont destinés aux autorités locales afin qu'elles puissent s'en inspirer pour construire des quartiers durables attractifs, sains et auto-suffisants.

PUCA. Ecoquartiers / Ecocités : une démarche, des réussites : Frontignan, Grenoble, Paris [en ligne].

Dossier de Premier plan, Le journal d'information du PUCA, 2009, n°19, 12 p. Disponible sur : http://rp.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/puca/edito/PPlan19_Ecoquartiers.pdf (consulté le 30.05.2011)

Analyse d'exemples de réussite en terme d'éco-quartiers et d'éco-cités.

Bâtiment

CARASSUS Jean. Trois modèles de l'énergie dans les bâtiments : une comparaison internationale, Juillet 2007.

Les Annales de la recherche urbaine [en ligne]. 2007, n°103, pp. 87-94. Disponible sur : <http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/103.carassus.pdf> (consulté le 26.05.2011)

Cet article de 8 pages présente 3 modèles énergétiques : « bâtiments basse consommation d'énergie », « économie et production d'énergie », « énergie et environnement ».

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT. Bâtiments à énergie positive. Webzine du CSTB [en ligne].

2006. Disponible sur : <http://www.cstb.fr/actualites/webzine/editions/decembre-2006/batiments-a-energie-positivepremieres-realizations.html> (consulté le 30.05.2011)

Présentation des enjeux et problématiques liées aux bâtiments à énergie positive et de quelques réalisations.

ECOLE DES PONTS PARIS TECH, ATELIER THIERRY ROCHE & ASSOCIES. Projet Descartes + : notice explicative [en ligne].

Disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/descartes_notice_explicative.pdf (consulté le 30.05.2011)

Présentation du futur bâtiment Descartes +, à Champs-sur-Marne (Ile de France).

LE MONITEUR. Performance énergétique : 6 bâtiments exemplaires [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lemoniteur.fr> (consulté le 30.05.2011)

A l'occasion des 4ème Rencontres de la Performance Énergétique organisées par l'ADEME et le Groupe Moniteur en partenariat avec l'association Effinergie, le Moniteur propose six exemples des meilleurs bâtiments performants.

Dossier archivé, accessible sur abonnement.

[Conclusion]

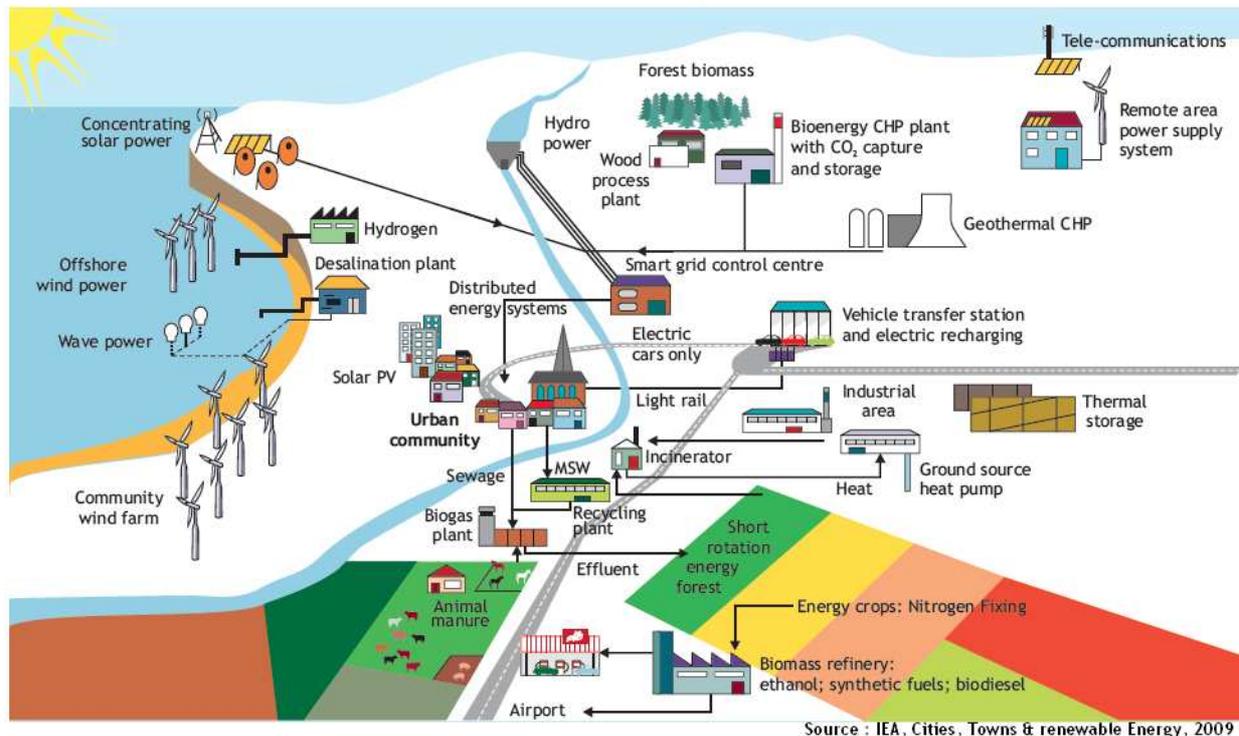
Comment bâtir la ville durable de demain, respectueuse de l'environnement et où il fait bon vivre ? Malgré de nombreux efforts dans ce sens et des résultats prometteurs, le monde scientifique estime, déjà, qu'il faudra plus que 40 années pour diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre.

La réduction des énergies fossiles et l'augmentation de la part des énergies renouvelables sont, certes, en marche mais le manque (ou la volonté ?) de politiques communes volontaristes sur le sujet est un frein à des actions plus ambitieuses et risque d'entraîner de lourdes conséquences sur l'avenir de la planète et des habitants.

A l'heure actuelle, les pays les plus riches, qui ne représentent que 13% de la population mondiale consomment, voire gaspillent 40% de l'énergie disponible. La part des villes dans ce processus est importante. Il faut donc réorganiser la structure même des espaces urbains, répartir avec plus d'équité les ressources énergétiques et parvenir à trouver la combinaison qui rendra chaque ville moins énergétivore et moins polluante.

Comment mettre en œuvre un mix énergétique adapté à la situation de chacun tout en réduisant la précarité énergétique ? Devant une problématique d'une telle ampleur, les villes, qui portent en elles la clé d'un devenir durable, sont plus que jamais au cœur du débat.

Figure 3 - Producing significant shares of heat, power and biofuels from locally available resources including solar, wind, ocean, geothermal, energy crops and biomass from wastes, could be a future option for a municipality



Source : IEA, Cities, Towns & renewable Energy, 2009

SEMAL Luc. Choisir une transition énergétique : laquelle, jusqu'à quand et jusqu'à quoi : intérêts, ambiguïtés et limites d'un mythe pacificateur 11 février 2009, Paris [en ligne]. CETCOPRA, 2009. Disponible sur : <http://www.gabrielperi.fr/Choisir-une-transition-energetique> (consulté le 06/07/2011)

L'auteur, doctorant au CETCOPRA, remet en cause l'unanimité autour de la question de la transition énergétique.

Imaginer la Ville du futur. La Gazette des Communes, 30 mai 2011, n°2/2080, pp. 6-50

Un tour d'horizon des grandes tendances qui vont dessiner la ville de demain. De l'utilisation des nouvelles technologies aux modes de déplacement, la métropole du futur se veut durable. La parole est donnée à de nombreux acteurs locaux, techniciens, ingénieurs, élus et chercheurs afin qu'ils nous livrent leur vision d'un avenir en construction.

Dates clés

1990 – 2000 : Les débuts d'une prise de conscience en matière énergétique

27 Juin 1990

Parution du Livre vert sur l'environnement urbain dont le but est d'inciter à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain et de mettre en place des mesures locales afin de lutter contre l'effet de serre.

Juin 1992

Conférence de Rio, qui a installé au niveau international le concept de « développement durable » et a mis en place le plan d'action Agenda 21, qui prévoit d'appliquer des stratégies de développement durable dans le cadre des collectivités territoriales. A également été adoptée lors de cet événement, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

13 Juillet 1992

Loi sur les déchets du 13 juillet 1992 prévoit que « les installations d'élimination des déchets par stockage ne seront autorisées à accueillir que des déchets ultimes ».

9 Décembre 1996

La directive SEVESO II complète la directive initiale en soulignant l'importance de "bonnes pratiques" en matière de gestion des risques.

30 décembre 1996

La loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

11 Décembre 1997

59 pays signent le Protocole de Kyoto, accord visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre émis depuis 1990 de 6% entre 2008 et 2012. Il est entré en vigueur en 2005 et prend fin en 2013.

2000-2005 : Les problématiques énergétiques au cœur des stratégies

2000

- La Réglementation Thermique 2000 s'applique aux bâtiments neufs résidentiels (consommation maximale réduite de 20 % par rapport à la RT 1988) et tertiaires (consommation maximale réduite de 40 %).
- La France se dote d'un Plan national de lutte contre le réchauffement climatique (PNLRC), afin de respecter ses engagements pris lors du Sommet de Kyoto.
- La France adopte un Programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique (PNAEE) qui donne la priorité aux bâtiments et aux transports.

3 Juin 2003

La France met en place une Stratégie nationale de développement durable (SNDD).

2004

Adoption par la France du Plan Climat 2004-2012.

1er mars 2005

Loi constitutionnelle relative à la Charte de l'environnement.

13 Juillet 2005

Adoption de la Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique dite Loi POPE.

2006

Actualisation du Plan climat 2004-2012.

1^{er} septembre 2006

La Réglementation Thermique 2005 remplace celle de 2000. Elle demande une amélioration de 15 % de la performance thermique et s'applique aux bâtiments neufs et aux parties nouvelles. Sont créés à la suite de cette réglementation les labels HPE, THPE et BBC.

3 mai 2007

Un arrêté vient compléter la réglementation thermique 2005. Officieusement appelée la Réglementation Thermique 2007, le texte vise le marché de la rénovation des bâtiments et prépare à l'obligation d'atteindre des performances énergétiques en 2010.

8 mai 2007

Un arrêté du 8 Mai 2007 crée le label haute performance énergétique.

2007-2011 : les années Grenelle

Septembre -Octobre 2007

Tenue du Grènelle environnement, qui aboutit à la validation de l'Objectif Facteur 4 (diviser par un facteur 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre du niveau de 1990 d'ici 2050). Fait à l'initiative du Président Nicolas Sarkozy, le Grenelle Environnement a été conduit par le ministère l'écologie de Jean-Louis Borloo. Les 24 et 25 octobre 2007, la table ronde du Grenelle de l'environnement a réuni notamment le Président Nicolas Sarkozy, les prix nobels de la paix Wangari Maathaïe et Al Gore, et le président de la Commission européenne José Barroso.

23 Juillet 2009

Adoption de la Loi Grenelle 1 (Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement).

7 au 18 Décembre 2009

La Conférence de Copenhague sur le climat aboutit à un consensus mondial sur la nécessité de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2050.

12 Juillet 2010

Adoption de la Loi Grenelle 2 (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).

28 Octobre 2011

Mise en application de la Réglementation Thermique 2012 qui prévoit la division par trois de la consommation énergétique des bâtiments neufs.



Glossaire

ENERGIE

Effacité énergétique

L'efficacité énergétique est le rapport entre l'énergie directement utilisée (dite énergie utile) et l'énergie consommée (en général supérieure du fait des pertes). L'efficacité énergétiques est exprimée par le COP (Coefficient de Performance) quand il s'agit de production de chaleur) et par l'EER (coefficient d'efficacité énergétique) pour les appareils produisant du froid. L'efficacité énergétique passive se rapporte à l'isolation, la ventilation et aux équipements de chauffage. L'efficacité énergétique active touche à la régulation, la gestion de l'énergie, la domotique et la Gestion Technique du Bâtiment (GTB).

Source : <http://www.performance-energetique.lebatiment.fr/>

Energie finale

Energie qui est consommée dans un équipement ou une installation qui la " dégrade " définitivement, comme une ampoule électrique, une chaudière, un climatiseur.

Source : Le Moniteur

Energie primaire

Energie finale + pertes + consommation des producteurs et des transformateurs d'énergie.

Source : Observatoire de l'énergie

Energie renouvelable

On désigne aujourd'hui par énergies renouvelables un ensemble de filières diversifiées dont la mise en oeuvre n'entraîne en aucune façon l'extinction de la ressource initiale et est renouvelable à l'échelle humaine :

- Vent : éolienne, houlomotrice.
- Soleil : thermique, photovoltaïque, thermodynamique.
- Chaleur terrestre : géothermie.
- Eau : hydroélectrique, marémotrice.
- Biodégradation : biomasse.
- Biocarburant.

Les énergies renouvelables sont ainsi multiples et fondamentalement diverses par leurs mécanismes physiques, chimiques ou biologiques.

Source : actu-environnement

Energie utile

Energie qui est réellement nécessaire pour le consommateur (c-à-d le produit de l'énergie finale disponible par le rendement de l'équipement).

Source : Le Moniteur

Performance énergétique

La performance énergétique d'un bâtiment correspond à la quantité d'énergie consommée ou estimée dans le cadre d'une utilisation normale du bâtiment. Elle inclut notamment l'énergie utilisée pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire, le refroidissement (éventuellement), la ventilation et l'éclairage. Plus la quantité d'énergie nécessaire est faible, meilleure est la performance énergétique de votre habitat.

Source : <http://www.performance-energetique.lebatiment.fr/>

Précarité énergétique

Est concerné par la précarité énergétique tout ménage qui consacre plus de 10% de ses revenus pour le chauffage et l'électricité.

Source : Grenelle de l'environnement

FORME URBAINE**Eco quartier**

Quartier conçu (ou renouvelé) avec une démarche environnementale, laquelle porte notamment sur le paysage ou « la végétalisation des quartiers » et la qualité environnementale des bâtiments.

Source : SUDEN

Étalement urbain

Désigne le phénomène de développement des surfaces urbanisées en périphérie des grandes villes. Cet étalement, qui est lié au développement démographique des agglomérations, se fait avec une densité (La densité est un nombre sans dimension, égal au rapport d'une masse d'une substance homogène à la masse du même volume d'eau pure à la température de 3,98 °C.) du bâti d'autant plus faible que l'on s'éloigne du cœur des villes.

Source : Techno-science

Quartier durable

Quartier conçu et mis en œuvre grâce à une démarche projet de développement durable.

Source : SUDEN

Ville durable

La notion de "ville durable" invite les acteurs territoriaux à repenser la ville dans une approche intégrée, prenant en compte les principes de cohérence, d'amélioration continue et de gouvernance partagée, et respectant l'interdépendance des exigences environnementales, économiques et politiques. (Source : Comité 21). Les différents objectifs d'une ville durable sont de :

- Préserver et gérer durablement les ressources de la planète (énergie, air, eau, sol, climat, matériaux, biodiversité)
- Améliorer la qualité de l'environnement local (qualité sanitaire, réduction des nuisances et des risques)
- Améliorer l'équité sociale en renforçant l'accessibilité pour tous à l'emploi, aux logements, à l'éducation, à la santé, aux services et équipements collectifs et en luttant contre les inégalités sociales et écologiques
- Améliorer l'équité et la cohésion entre les territoires (à l'échelle infracommunale, celle des quartiers, mais aussi à l'échelle intercommunale et dans le cadre de la coopération décentralisée)

Améliorer l'efficacité et l'attractivité du tissu économique.

Source : SUDEN



BÂTIMENT

Bâtiment basse consommation

Le Bâtiment Basse Consommation (BBC) est défini par l'arrêté du 8 mai 2007. Pour un usage d'habitation, et selon le label Effinergie, le bâtiment BBC devra présenter une consommation d'énergie primaire inférieure à 50 kWh/m²/an pour les postes suivants : chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation, éclairage et refroidissement. Cela correspond à une consommation énergétique de plus de 50% inférieure à un bâtiment traditionnel réglementaire de type RT-2005. Il répond à six critères, selon Le Moniteur.

Source : Effinergie, Moniteur

Maison Passive

La Maison Passive, souvent appelée « maison sans chauffage », repose sur un concept de construction très basse consommation, basé sur l'utilisation de la chaleur passive du soleil, sur une très forte isolation (des murs, des fenêtres, etc...), l'absence de ponts thermiques, une grande étanchéité à l'air ainsi que le contrôle de la ventilation.

Trois critères permettent de déterminer si un bâtiment peut obtenir le label (lien label MP) « bâtiment passif / Passivhaus ® » :

- Besoins en chauffage < 15 kWh/(m².a) ou puissance de chauffe < 10 W/m²
- Étanchéité de l'enveloppe : n50 ≤ 0,6 h-1
- Besoins en énergie primaire totale (électroménager inclus) < 120 kWh/(m².a)

Source : <http://www.lamaisonpassive.fr/spip/>

NORMES ET LABELS

BBC-Effinergie (Bâtiment Basse Consommation)

La consommation conventionnelle d'énergie primaire (chauffage, refroidissement, ventilation, production d'eau chaude sanitaire et éclairage des locaux) est fixée à 50kWh/m²/an. Un coefficient multiplicateur est fixé en fonction de la zone climatique et de l'altitude du projet. **Le label BBC sera obligatoire à compter de 2013 pour toute construction de logement neuf.**

Source : qualitel

BBC rénovation 2009

Créé en 2009, ce label impose une consommation maximale d'énergie à 80 kWh/m²/an.

Source : <http://www.rt-batiment.fr/>

HPE EnR (Haute Performance Energétique – Energie Renouvelable) :

Consommation du bâtiment plus performante de 10% par rapport à la réglementation thermique ainsi que l'une des deux conditions suivantes : utilisation de la biomasse à plus de 50% de la consommation du bâtiment ou liaison à un réseau de chaleur alimenté à plus de 60% par des énergies renouvelables.

Source : qualitel

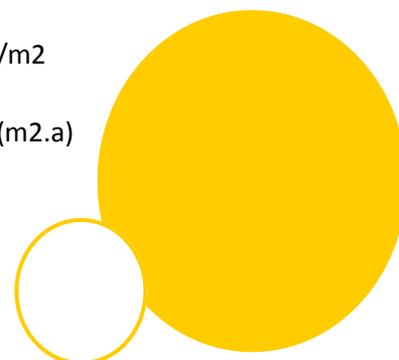
HPE (Haute Performance Energétique) :

Consommation du bâtiment plus performante de 10% par rapport à la réglementation thermique.

Source : qualitel

HQE

Haute Qualité Environnementale.



THPE EnR (Très Haute Performance Energétique - Energie Renouvelable)

Consommation du bâtiment plus performante de 30% par rapport à la réglementation thermique ainsi que l'une des conditions suivantes : recours à l'énergie solaire et biomasse ou réseaux de chaleur d'origine renouvelable, production d'électricité renouvelable, pompes à chaleur.

Source : qualitel

THPE (Très Haute Performance Energétique) :

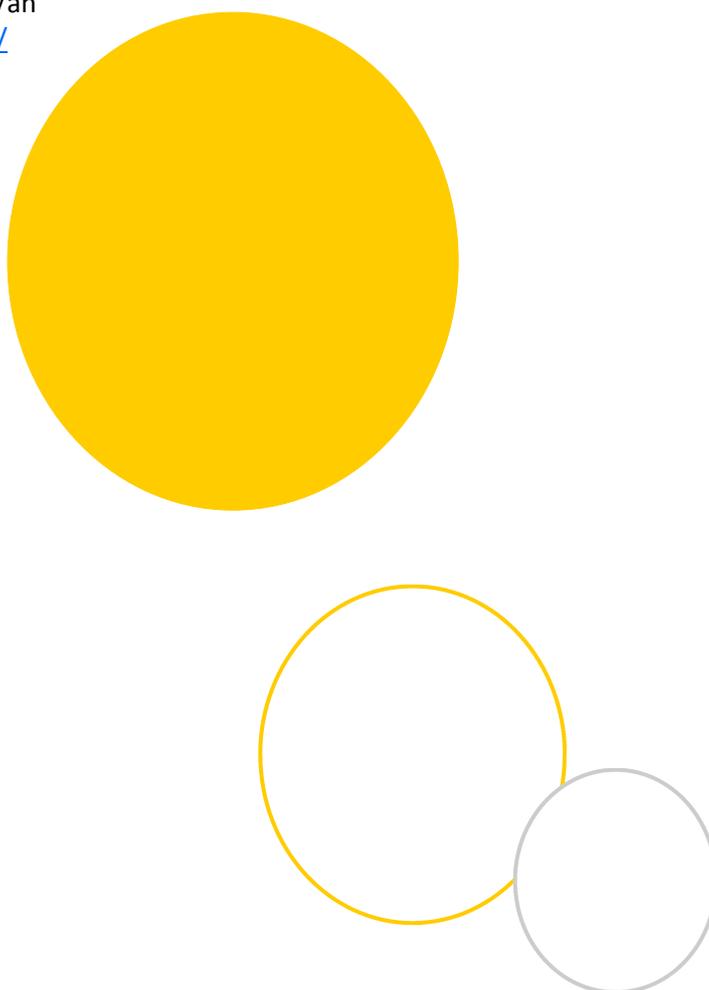
Consommation du bâtiment plus performante de 20% par rapport à la réglementation thermique.

Source : qualitel

HPE rénovation 2009

Créé en 2009, le label Haute Performance Energétique rénovation 2009 impose une consommation maximale d'énergie à 150 kWh/m²/an

Source : <http://www.rt-batiment.fr/>



Sites utiles

Ces sites sont classés par thématique puis par ordre d'importance.

Politiques Publiques

MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Le ministère du Développement durable, sans équivalent en Europe, reflète la volonté du président de la République de se doter d'un outil institutionnel performant, véritable autorité environnementale en charge du portage des politiques exemplaires de l'État.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Site du Ministère de l'écologie présentant le Grenelle.

<http://www.legrenelle-environnement.fr/>

Energie et Environnement

IEA

L'agence internationale de l'énergie est une organisation autonome qui fonctionne pour assurer une énergie fiable, abordable et propre pour ses 28 pays membres et au-delà.

<http://www.iea.org/>

ENERGY CITIES

Site d'Energy cities, association européenne de villes qui inventent leur futur énergétique.

<http://www.energy-cities.eu/>

ADEME

Site de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. L'ADEME participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?id=11433&m=3&cid=96>

RARE

Le Réseau national des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement regroupe 10 partenaires qui interviennent, à l'échelle des régions et auprès des acteurs locaux, pour favoriser la prise en compte de la protection de l'environnement et la mise en oeuvre d'un développement durable.

<http://www.rare.fr/>

CLER

Le Comité de Liaison Énergies Renouvelables (CLER) est une association agréée de protection de l'environnement qui fut créée en 1984. Son objet est la promotion des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie.

<http://www.cler.org/info/>

AMORCE

Association des collectivités locales et des professionnels concernés par la gestion des déchets, les réseaux de chaleurs et la gestion locale de l'énergie.

<http://www.amorce.asso.fr/>

Bâtiment

CSTB

Site du centre scientifique et technique du bâtiment.

<http://www.cstb.fr/>

PREBAT

Site du Programme de Recherche et d'Expérimentations sur l'Energie dans le Bâtiment.

<http://www.prebat.net>

Quartiers Durables

ECO-QUARTIERS.FR

Site réalisé par le groupe Evolution (créé pour soutenir l'émergence et le développement de projets entrepreneuriaux contribuant aux enjeux sociaux et écologiques de notre époque), la société Inddigo (société de conseil et d'ingénierie en développement durable) et l'Agence ICOM (agence conseil en communication indépendante pionnière de la communication responsable) sur la thématique des éco-quartiers.

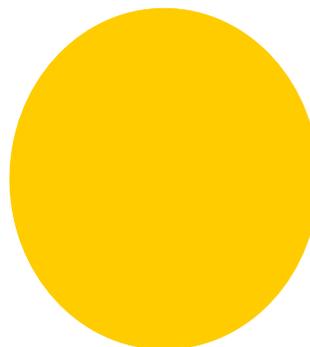
<http://www.eco-quartiers.fr/>

Transports et Mobilité

MOBILITE DURABLE

Site du centre de ressources sur la mobilité zéro émission.

<http://www.mobilite-durable.org/>



Index des Acteurs

A

ACR +

Association of Cities and Regions for Recycling and sustainable Resource management. International network of members who share the common aim of promoting the sustainable consumption of resources and management of waste through prevention at source, reuse and recycling.

<http://www.acrplus.org/>

ADCF

Assemblée des Communautés de France. L'AdCF s'attache à promouvoir la coopération intercommunale, en participant activement à l'élaboration des lois, à la diffusion des pratiques locales et à l'appui technique des élus et techniciens communautaires. Elle contribue également aux grands débats sur l'organisation territoriale française, la réforme de la fiscalité locale et l'exercice des compétences décentralisées.

<http://www.adcf.org/>

ADEME

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. L'ADEME participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?id=11433&m=3&cid=96>

AFNOR

Agence Française de Normalisation. AFNOR est un groupe international de services organisé autour de 4 grands domaines de compétences : la normalisation, la certification, l'édition spécialisée et la formation.

<http://www.afnor.org/>

AGIR

Association loi 1901, AGIR a été fondée en 1987 par des élus pour répondre aux besoins des autorités organisatrices et des entreprises de transport indépendantes des groupes de transport.

<http://www.agir-transport.org/>

ALTERNA

Nouveau fournisseur de gaz et d'électricité respectueux des intérêts du consommateur.

<http://www.alterna-energie.fr/>

ANTARGAZ

Distributeur de Gaz.

<http://www.antargaz.fr/>

AMF

Association des Maires de France. Créée en 1907, reconnue d'utilité publique dès 1933, l'AMF est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité, dans le respect des valeurs et des principes qui ont prévalu depuis sa création : défense des libertés locales, appui concret et permanent aux élus dans la gestion au quotidien, partenariat loyal mais exigeant avec l'Etat pour toujours mieux préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements.

<http://www.amf.asso.fr/>

AMORCE

Association des collectivités et de professionnels concernés par la gestion des déchets, les réseaux de chaleurs et la gestion locale de l'énergie.

<http://www.amorce.asso.fr/>

AREVA

Groupe industriel français spécialisé dans les métiers de l'énergie. Cette entreprise est présente au niveau international avec un réseau commercial dans 43 pays

<http://www.areva.com/>

ASTEE

Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement. Association reconnue d'utilité publique, habilitée à émettre des avis sur des questions scientifiques et techniques dans ses champs de compétences : l'alimentation en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et des déchets, la protection de la ressource en eau, des milieux aquatiques et des espaces naturels, la qualité durable de l'environnement.

<http://www.astee.org/>

**CCRE / CEMR**

Conseil des Communes et Régions d'Europe / Council of European Municipalities and Regions. CEMR works to promote a united Europe that is based on local and regional self government and democracy. It is the largest organisation of local and regional government in Europe authorities.

<http://www.ccre.org/>

CITELEC

CITELEC est l'Association de villes européennes intéressées par le véhicule électrique, fondée en 1990 sous l'égide des Communautés Européennes.

<http://www.citelec.org/fr/>

CLER

Comité de Liaison Énergies Renouvelables. Association agréée de protection de l'environnement qui fut créée en 1984. Son objet est la promotion des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie.

<http://www.cler.org/info/>

COMITE 21

Le Comité 21 est un réseau d'acteurs engagé dans la mise en œuvre opérationnelle du développement durable. Il a pour mission de créer les conditions d'échange et de partenariat entre ses adhérents issus de tous secteurs afin qu'ils s'approprient et mettent en œuvre, ensemble, le développement durable à l'échelle d'un territoire.

<http://www.comite21.org/>

COVENANT OF MAYORS

The Covenant of Mayors is the mainstream European movement involving local and regional authorities, voluntarily committing to increase energy efficiency and use of renewable energy sources on their territories.

http://www.eumayors.eu/index_en.html

C40 CITIES

C40 is a group of large cities committed to tackling climate change. On this website you will find news and updates on current C40 initiatives, information about each of the cities involved, and links to useful documents.

<http://www.c40cities.org/>

D**DALKIA**

Dalkia est le Leader européen des services énergétiques.

<http://www.dalkia.com/fr/>

DIRECT ENERGIE

Direct Energie est un fournisseur et producteur d'énergies soucieux et respectueux de l'environnement.

<http://www.direct-energie.com/>

E**EDF**

Principale entreprise de production et de fourniture d'électricité en France.

www.edf.com

EDF ENERGIES NOUVELLES

Filiale d'EDF, spécialisée dans la production d'énergie électrique d'origine renouvelable : biomasse, hydraulique, solaire, éolien.

www.edf-energies-nouvelles.com/

EFFINERGIE

Créée en 2006, l'association s'est donnée comme objectif de développer sur le marché de la construction neuve et rénovée, une véritable dynamique afin de générer des bâtiments confortables et performants d'un point de vue énergétique.

<http://www.effinergie.org/site/Effinergie/>

ELENA

European Local ENergy Assistance. Pour faciliter la mobilisation de fonds à investir dans les énergies durables au niveau local, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement ont créé le mécanisme d'assistance technique ELENA financé via le programme «Énergie intelligente - Europe».

http://www.eib.org/products/technical_assistance/elena/index.htm

ELF

Société française d'extraction pétrolière qui a fusionné avec Total.

EMTA

European Metropolitan Transport Authorities. EMTA brings together the authorities responsible for public transport in the main European cities. It promotes the exchange of information and good practices in the field of public transport organisation, planning and funding.

<http://www.emta.com/>

ENERGY CITIES

Energy Cities est une association européenne influente de villes qui inventent leur futur énergétique.

<http://www.energy-cities.eu/>

EPL

La Fédération des Entreprises publiques locales a pour objectif de représenter et de promouvoir les intérêts des Sem et des Spl auprès des pouvoirs publics, des collectivités locales et des partenaires des Sem aux plans régional, national et européen.

<http://www.lesepl.fr/>

EUROCITIES

EUROCITIES is the network of major European cities. We bring together the local governments of more than 140 large cities in over 30 European countries. EUROCITIES' policy priorities are : climate, recovery and inclusion.

<http://www.eurocities.eu/main.php>

EUROPEAN COMMISSION MOBILITY & TRANSPORT

Section de la Commission Européenne dédiée aux questions de mobilité durable et de transport.

http://ec.europa.eu/transport/index_en.htm

F**FEDARENE**

Fédération Européenne des Agences et des Régions pour l'Énergie et l'Environnement. Réseau européen des Agences et des Régions qui mettent en œuvre et coordonnent les politiques énergétiques et environnementales de leurs territoires

<http://www.fedarene.org/>

FEDEREC

FÉDÉration Des Entreprises du RECYclage. Créée en 1945, FEDEREC rassemble les professionnels du recyclage à travers une structure constituée de Branches et Syndicats Régionaux.

<http://www.federec.com/>

FLAME

Fédération pour les Agences Locales de Maîtrise de l'Énergie. Les objectifs de FLAME sont de représenter officiellement par le biais d'un interlocuteur unique le réseau français des agences locales de maîtrise de l'énergie auprès des instances nationales et européennes, et de favoriser l'animation d'actions collectives en son nom

<http://www.federation-flame.org/>

FNADE

Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement. Fédération professionnelle qui regroupe les principales organisations syndicales des activités du déchet.

<http://www.fnade.org/>

G**GART**

Groupement des Autorités Responsables de Transport. Le GART est la plate-forme d'échanges et de réflexion des élus responsables du transport, représentant toutes les tendances politiques françaises, mais aussi leur porte-parole au plan national et européen.

<http://www.gart.org/>

GDF SUEZ

GDF SUEZ, notamment via sa branche Energie Services, propose à ses clients collectivités et entreprises des secteurs industriel et tertiaire des solutions d'efficacité énergétique et environnementale au travers de prestations multi techniques.

<http://www.gdfsuez.com/fr/>

H**HESPUL**

HESPUL est une association spécialisée dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

<http://www.hespul.org/>

I**ICLEI - Local Governments for Sustainability**

International association of local governments and their associations that have made a commitment to sustainable development.

<http://www.iclei.org/>

IEA

L'agence internationale de l'énergie est une organisation autonome qui fonctionne pour assurer une énergie fiable, abordable et propre pour ses 28 pays membres et au-delà.

<http://www.iea.org/>

INTELLIGENT ENERGY EUROPE

The Intelligent Energy - Europe programme is the EU's tool for funding action to improve these conditions and move us towards a more energy intelligent Europe.

<http://ec.europa.eu/energy/intelligent/>

M**MAISON PASSIVE (LA)**

L'association "La Maison Passive France", créée en 2006 fait la promotion du standard "européen" de maison passive/Passivhaus.

<http://www.lamaisonpassive.fr/spip/>

MEDDTL

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement. Le ministère du Développement durable, sans équivalent en Europe, reflète la volonté du président de la République de se doter d'un outil institutionnel performant, véritable autorité environnementale en charge du portage des politiques exemplaires de l'État.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

MINERGIE

MINERGIE est un label d'efficacité énergétique qui s'applique aux bâtiments neufs ou rénovés.

<http://www.minergie.fr/>

MOBILITE DURABLE .ORG

Centre de ressources sur la mobilité zéro émission.

<http://www.mobilite-durable.org/>

MUNEE

Municipal Network for Energy Efficiency. This program has helped municipalities in 17 countries implement cost effective energy-efficiency measures that provide better heating in homes, schools, hospitals and municipal buildings, and that improve efficiency of municipal water supply systems.

<http://www.munee.org/>

N**NEGAWATT**

L'association négaWatt se veut être un groupe d'études, de propositions et d'actions pour une politique énergétique fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique et un recours plus affirmé aux énergies renouvelables.

<http://www.negawatt.org/>

O**OCDE**

Organisation de coopération et de développement économiques. La mission de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social dans le monde.

<http://www.oecd.org/>

ORDIF

Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France. L'ORDIF a pour missions de développer la connaissance, de centraliser, de diffuser l'information et de mettre en réseau les acteurs de la gestion des déchets en Île-de-France.

<http://www.ordif.com/public/ordif/>


P
PLANETE OUI

Fournisseur d'électricité 100% renouvelable.

<http://www.planete-oui.fr/>

POWEO

Fournisseur d'électricité verte, de gaz et d'énergies renouvelables.

<http://www.poweo.com/>

PRIMAGAZ

Acteur moderne du monde de l'énergie moderne et précurseur sur le marché énergétique, Primagaz est aujourd'hui conseil en énergie.

<http://www.primagaz.com/majic/pageServer>

PROXELIA

Fournisseur d'électricité.

<http://www.proxelia.fr/>


R
RARE

Réseau national des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement. Créé en 1995, le RARE regroupe 10 partenaires qui interviennent, à l'échelle des régions et auprès des acteurs locaux, pour favoriser la prise en compte de la protection de l'environnement et la mise en œuvre d'un développement durable.

<http://www.rare.fr/>

RESEAU ACTION CLIMAT

Le Réseau Action Climat-France (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème de l'effet de serre et du changement climatique. Il est le représentant français du réseau mondial d'ONG concernées par les changements climatiques, le "CAN : Climate Action Network", qui comprend environ 500 ONG sur les cinq continents.

<http://www.rac-f.org/>

RUDOLOGIA

Ce Pôle de Compétences Déchets est un organisme national fédérant les principaux acteurs de la filière.

<http://www.rudologia.fr/>


S
SHELL

Compagnie pétrolière, premier rang mondial du secteur.

<http://www.shell.fr/>

SNCF

Société Nationale des Chemins de Fer. Elle est l'une des principales entreprises publiques françaises, centrée sur le transport ferroviaire.

<http://www.sncf.com/>

SUEZ ENVIRONNEMENT

Deuxième groupe mondial dans les domaines de la gestion de l'eau et des déchets derrière Veolia Environnement

<http://www.suez-environnement.com/fr/accueil/>

T**TOTAL**

Entreprise pétrolière française privée, qui fait partie des supermajors, c'est-à-dire des six plus grosses entreprises du secteur à l'échelle

<http://www.total.fr/>

TRANSDEV

Opérateur de transport public de voyageurs, filiale de la Caisse des dépôts, présent en France et à l'international.

http://www.transdev.eu/Website/site/fra_accueil.htm

V**VEOLIA ENVIRONNEMENT**

Leader mondial des services à l'environnement, spécialisé dans les domaines de l'eau, des déchets, de l'énergie et des transports.

<http://www.veolia.fr/>

VEOLIA TRANSPORT

Ayant récemment fusionné avec Transdev, Veolia Transport se veut être la référence en organisation de services de mobilité durable et sûre.

<http://www.veolia-transport.com/fr/>

VITOGAZ

Fournisseur de gaz.

<http://www.vitogaz.com/>

Crédits

Recherches documentaires et rédaction :

Mia Ogouchi, étudiante en master 2 « Gestion de l'information et du document », Université Vincennes—Saint-Denis (Paris 8), stagiaire au service documentaire de l'École des Ponts ParisTech d'avril 2011 à juillet 2011.

Relecture :

Catherine Quetier, documentaliste au service documentaire de l'École des Ponts ParisTech

Graphisme et maquette :

Annaïck Le Gratiot, secrétaire au service documentaire de l'École des Ponts ParisTech

Crédits photographiques

Les photos proviennent de la photothèque du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

<https://médiathèque.developpement-durable.gouv.fr>

© Laurent Mignaux - MEDDTL

- Immeuble de grande hauteur, la nuit, à la Défense, p. 3
- Centrale solaire photovoltaïque, p. de garde et 5
- Ampoule basse consommation, p. 7
- Tramway, p. de garde et 9
- Vélo et métro, p. 21
- Etiquette énergétique, p. 25
- Passants sur l'esplanade de la Défense, p. de garde et 29
- Impression de champ sur une voiture, p. 31

© Bernard Suard - MEDDTL Logement

- La tour Héliotis, bâtiment à énergie positive, p. 11
- HQE à Grenoble, quartier Leconte de Lisle, ruelle privée, p. 15